

Profil socio-économique de la communauté anglophone des Îles-de-la-Madeleine

Stéphanie ARSENEAU BUSSIÈRES et Hélène CHEVRIER

Profil socio-économique de la communauté anglophone des Îles-de-la-Madeleine

Stéphanie ARSENEAU BUSSIÈRES et Hélène CHEVRIER

Centre de recherche sur les milieux insulaires et maritimes (CERMIM)
37, chemin Central, C.P. 2280, Havre-aux-Maisons
Îles-de-la-Madeleine QC Canada G4T 5P4
Courriel : cermim@uqar.qc.ca

Rapport présenté à Industrie Canada (Contrat no. 5018631)
Mars 2007

ISBN 978-2-9810207-0-3 (imprimé)
ISBN 978-2-9810207-4-1 (PDF)
Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2008
(Édition anglaise : ISBN 978-2-9810207-3-4 (imprimé), ISBN 978-2-9810207-5-8 (PDF),
Centre de recherche sur les milieux insulaires et maritimes, Îles-de-la-Madeleine)

Ce document doit être cité comme suit:

Arseneau Bussièrés S. et Chevrier H. (2008). *Profil socio-économique de la communauté anglophone des Îles-de-la-Madeleine*. Centre de recherche sur les milieux insulaires et maritimes, Îles-de-la-Madeleine, Rapport présenté à Industrie Canada, vi + 83 p.

REMERCIEMENTS

Nos remerciements les plus sincères sont adressés particulièrement à tous ceux et celles qui ont accepté de participer à cette étude, en nous offrant de leur temps mais surtout en nous partageant leurs connaissances et leurs points de vue. Ces personnes, envers qui nous sommes engagées à conserver l'anonymat, ont participé généreusement à l'élaboration de ce *Profil socio-économique de la communauté anglophone des Îles-de-la-Madeleine* et nous les remercions chaleureusement.

Nous exprimons également notre gratitude à tous les organismes qui ont pris part directement ou indirectement à l'élaboration de la partie descriptive, que ce soit par le don de documents et rapports officiels ou par des informations factuelles. Ainsi nous remercions le CEDEC, le CAMI, la Municipalité de Grosse-Île, le Future Committee, l'école de Grosse-Île, la Cape Dauphin Fishermen's Coop, le Point de service du CLSC de la Pointe de l'Est, le CLD des Îles, la SADC des Îles, le comité ZIP et la Municipalité des Îles-de-la-Madeleine.

AVANT-PROPOS

L'archipel des îles de la Madeleine, que l'on reconnaît à sa forme d'hameçon, se situe en plein cœur du golfe du Saint-Laurent, à 215 km de la côte gaspésienne et à 105 km au nord de l'Île du Prince-Édouard. Une carte des Îles-de-la-Madeleine peut être consultée en annexe A. Les îles s'étendent sur un axe sud-ouest nord-est (62°W – 47°N30'). Leur superficie, en terre ferme, est de 203 km². Le territoire insulaire supporte une population de 13 091 personnes, ce qui représente une densité d'occupation de l'ordre de 64,3 hab./km².

La situation géographique de l'archipel lui confère un caractère unique, en termes d'isolement physique mais aussi de vitalité, de culture et de patrimoine. En dépit d'un territoire relativement restreint, composé d'une douzaine d'îlots et d'îles dont sept sont habitées et six reliées entre elles par la route, la population est dispersée en petites communautés à travers le paysage madelinot. Deux communautés linguistiques cohabitent dans l'archipel et ce, depuis les débuts de sa colonisation : les communautés francophone et anglophone. La communauté anglophone des Îles-de-la-Madeleine regroupe la totalité des individus d'expression anglaise habitant l'archipel, ce qui inclut les anglophones résidant dans les localités majoritairement francophones. Lorsque, dans le présent rapport, il sera question **des** communautés anglophones (au pluriel), nous ferons référence aux deux localités où l'anglais est la langue principalement parlée, soit Grosse-Île et l'Île d'Entrée. En effet, chacune d'elles possède des caractéristiques socio-économiques qui lui sont propres.

Le mandat qui nous a été imparti, à savoir établir le portrait de la communauté anglophone des Îles-de-la-Madeleine, nous a obligées à considérer cette communauté à partir de limites tracées en fonction de son caractère spécifiquement linguistique. Cette approche nous a certes permis de centrer notre regard sur la vitalité interne de la communauté. Toutefois, cette délimitation, nécessaire aux fins de l'étude, ne rend pas nécessairement compte des échanges séculaires et quotidiens qui ont tissé et continuent de tisser des liens entre les individus et les communautés anglophones et francophones de l'archipel. Le contour de la communauté anglophone, elle-même plurielle et complexe, est plutôt dynamique et les identités se modèlent au gré des échanges et des interdépendances.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	i
AVANT-PROPOS.....	ii
INTRODUCTION.....	1
MÉTHODOLOGIE.....	2

PREMIER PARTIE : RECHERCHE DOCUMENTAIRE

1.1 HISTOIRE DE LA COMMUNAUTÉ ANGLOPHONE.....	3
1.1.1 L'économie.....	6
1.1.2 L'École.....	7
1.1.3 L'Église.....	8
1.2 CONTEXTE GÉO-POLITIQUE ACTUEL.....	9
1.2.1 Grosse-Île.....	9
1.2.2 L'Île d'Entrée.....	12
1.3 RÉSEAU INSTITUTIONNEL.....	12
1.3.1 L'éducation.....	12
1.3.2 L'Église.....	14
1.3.3 La santé.....	15
1.3.4. Services de garde.....	16
1.3.5 Institutions financières.....	16
1.4 DÉMOGRAPHIE.....	17
1.4.1 Structure de la population selon l'âge.....	19
1.4.2 Mobilité.....	21
1.4.3 Anglophones à l'extérieur des communautés de Grosse-Île et de l'Île d'Entrée.....	22
1.4.4 Scolarité.....	23
1.5 LES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES.....	25
1.5.1 La pêche.....	28
1.5.2 La coopérative des pêcheurs.....	29
1.5.3 La mine de sel.....	29
1.5.4 Le tourisme.....	31
1.5.5 L'agriculture.....	32
1.5.6 L'aquaculture.....	32
1.5.7 La chasse aux loups-marins.....	33
1.5.8 Les entreprises.....	33
1.5.9 Revenus de la population anglophone.....	34
1.5.10 Communications.....	35
1.5.11 Transport.....	36
1.5.12 Loisirs.....	37
1.5.13 Organismes de développement (adaptation de Gagnon).....	38

DEUXIÈME PARTIE : SYNTHÈSE DES ENTRETIENS

2.1 POINT DE VUE DES COMMUNAUTÉS SUR LE DÉVELOPPEMENT LOCAL.....	41
2.1.1 Changements perçus depuis les 20 dernières années.....	41
2.1.2 Les entreprises, activités ou projets considérés comme étant un succès pour la communauté locale.....	46
2.1.3 Les entreprises ou projets ayant mené à une déception ou à un échec, selon la communauté.....	48
2.1.4 Secteurs de l'économie considérés importants et représentant un potentiel pour le futur..	50
2.2 CONTRIBUTION DE LA COMMUNAUTÉ ANGLOPHONE À L'ÉCONOMIE RÉGIONALE.....	53
2.3 PRÉOCCUPATIONS, CHANGEMENTS SOUHAITÉS ET BESOINS COMPLÉMENTAIRES DE LA COMMUNAUTÉ ANGLOPHONE.....	56
2.4 FORCES ET FAIBLESSES DE LA COMMUNAUTÉ ANGLOPHONE.....	60

TROISIÈME PARTIE : BILAN ET RECOMMANDATIONS

3.1 FACTEURS DÉMOGRAPHIQUES.....	62
3.2 FACTEURS ÉCONOMIQUES.....	63
3.2.1 La pêche:	63
3.2.2 Le tourisme:	63
3.2.3 Entreprises et commerces :	64
3.2.4 Les médias, communications et transports :	65
3.2.5 Chasse aux loups-marins :	65
3.2.6 L'aquaculture :	65
3.2.7 L'agriculture :	66
3.3 FACTEURS POLITIQUES.....	67
3.4 FACTEURS D'ORGANISATION SOCIALE ET FACTEURS CULTURELS.....	69
3.5 FACTEURS ÉCOLOGIQUES.....	70
RÉSUMÉ DES CONSTATS ET RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES.....	71
CONCLUSION.....	75
RÉFÉRENCES.....	77
ANNEXE A : Carte des Îles-de-la-Madeleine.....	78
ANNEXE B : Schéma d'entrevue.....	79
ANNEXE C : Compilation du sondage-éclair.....	80
ANNEXE D : Consentement éclairé et engagement de confidentialité.....	82
ANNEXE E : Projets et activités traités lors du sommet socio-économique.....	83

LISTE DES FIGURES ET TABLEAUX

Tableau I:	Population anglicane aux Îles-de-la-Madeleine selon la localité.....	9
Tableau II :	Démographie de communauté anglophone des Îles-de-la-Madeleine.....	18
Tableau III:	Population ayant déménagé au cours des 5 dernières années, selon leur provenance.....	23
Tableau IV:	Fréquentation scolaire des populations anglophones des Îles-de-la-Madeleine âgées de 15 ans à 24 ans, en 2001.....	24
Tableau V :	Plus haut niveau de scolarité atteint chez les 20 à 64 ans chez les communautés anglophones des Îles-de-la-Madeleine, en 2001.....	24
Tableau VI:	Indicateurs de la population active en 2001.....	26
Tableau VII:	Débarquement de homard selon les ports de pêche des Îles-de-la- Madeleine pour la saison 2006.....	28
Tableau VIII :	Revenus de la population de Grosse-Île.....	35
Figure I:	Débarquement de homard selon les ports de pêche des Îles-de-la-Madeleine pour la saison 2006.....	19
Figure II:	Évolution de la population des Îles-de-la-Madeleine.....	19
Figure III:	Composition de la population selon l'âge 1991.....	20
Figure IV:	Composition de la population selon l'âge 2001.....	20
Figure V:	Lieu de résidence de la population anglophone de plus de 18 ans dans les autres localités des Iles-de-la-Madeleine.....	23
Figure VI:	Industrie par secteur de la population active des Îles-de-la-Madeleine.....	26
Figure VII:	Industrie par secteur de la population active de Grosse-Île.....	27
Figure VIII:	Industrie par secteur de la population active de l'Île d'Entrée.....	27

INTRODUCTION

Dans le cadre du programme des Communautés minoritaires de langues officielles, Industrie Canada a mandaté le Centre de recherche sur les milieux insulaires et maritimes (CERMIM) pour effectuer un profil socio-économique des citoyens de langue anglaise des Îles-de-la-Madeleine. Cette étude a pour but de mettre en évidence les caractéristiques socio-économiques des anglophones de l'archipel afin de mieux connaître les besoins de cette communauté et d'assurer une meilleure adéquation entre ces besoins et les services offerts.

En novembre 2006, l'organisme mandataire demandait au CERMIM de présenter un rapport informatif dans lequel se trouveraient les éléments suivants :

- «Un historique sommaire et le contexte géopolitique de la communauté anglophone, incluant un relevé des institutions, événements et activités qui participent à la vitalité de la communauté.
- Un aperçu démographique caractérisant la société d'aujourd'hui et mettant en évidence les tendances en termes de migration/mobilité et de scolarisation pour l'ensemble de la population, mais aussi en distinguant la situation de chacune des deux communautés principales de langue anglaise, Grosse-Île et l'Île d'Entrée. Une comparaison avec l'évolution démographique de l'ensemble de l'archipel ainsi qu'une prise en considération des membres de la communauté anglophone vivant au sein de la majorité francophone, seront nécessaires.
- Une présentation de l'économie locale, vue par ces communautés elles-mêmes. Les secteurs de l'économie qui sont considérés importants, de même que les changements perçus et souhaités par les communautés seront documentés. Les secteurs présentant un potentiel de croissance économique pour ces communautés ainsi que l'implication relative et changeante de ces dernières seront identifiés. La contribution de la communauté anglophone à la dynamique économique de l'archipel sera également traitée.
- Enfin, une série de recommandations des secteurs industriels potentiellement assez forts, pouvant aider au développement de la région; ainsi que toutes autres recommandations jugées pertinentes pour les fins de cette étude».

Le présent rapport se divise en trois parties : la première regroupe les résultats de la recherche documentaire et répond aux deux premiers éléments demandés; la deuxième, constituée de la synthèse d'entretiens, présente les points de vue de la communauté à l'endroit de son développement; une analyse, un bilan et des recommandations sont regroupés dans la troisième partie du rapport. Finalement, et avant la conclusion, un résumé des principaux constats et quelques recommandations générales sont formulés.

MÉTHODOLOGIE

Dans un premier temps, des repères chronologiques retraçant l'implantation et l'organisation sociale et économique de la communauté anglophone ont été établis, à partir de divers ouvrages et documents relatant l'histoire locale. La consultation des journaux locaux (*First Informer* et *Le Radar*), de 2000 à 2007, nous a permis de faire état du contexte géopolitique actuel. Cette recherche documentaire nous a également permis de suivre les événements qui se sont déroulés ces dernières années et qui font foi de la vitalité de la communauté anglophone et/ou des difficultés qu'elle a rencontrées. Dans cet ordre d'idée, ont également été consultés les différents travaux menés par le Comité d'employabilité et de développement communautaire (CEDEC). Nous avons de plus regroupé les données de population des recensements canadiens (Statistiques Canada) depuis 1961, lorsqu'elles étaient disponibles. Enfin, la cueillette des données socio-démographiques a été complétée par la consultation de rapports officiels obtenus auprès de divers organismes locaux et au fil d'échanges plus ou moins formels. La première partie du présent rapport fait état de la recherche documentaire.

Dans un deuxième temps, afin de mettre en évidence les tendances évolutives et le développement socio-économique tel que perçu et souhaité par la communauté elle-même, 13 entrevues individuelles, semi-dirigées, et deux entretiens de groupe ont été réalisés auprès de 21 des principaux acteurs de la communauté anglophone (voir le schéma d'entretien à l'annexe B). Cette partie de l'étude a été menée en respectant les principes d'éthique en recherche avec des sujets humains. Une demande d'attestation a été demandée au comité d'éthique de l'UQAR. Un court sondage a également été soumis à ces participants afin de compléter les informations recueillies et pour évaluer sommairement la vitalité de la communauté (voir annexe C). La remise aux participants des résultats de la recherche documentaire (phase 1), préalablement aux rencontres et sous forme de document résumé, a permis la validation et l'actualisation de l'information recueillie.

Le choix des participants s'est fait avec le souci de rejoindre des gens de chacun des secteurs de développement et de l'ensemble de la communauté anglophone. Précisons tout de suite que celle-ci comprend deux sous-groupes « territoriaux », la communauté de Grosse-Île et celle de l'Île d'Entrée. Elle comprend également quelque 120 anglophones répartis dans les autres îles, parmi la majorité francophone. Nous avons cherché, dans notre étude, à rendre compte des spécificités des deux groupements principaux.

PREMIÈRE PARTIE : RECHERCHE DOCUMENTAIRE

1.1 HISTOIRE DE LA COMMUNAUTÉ ANGLOPHONE

On fait généralement remonter la découverte des îles de la Madeleine à la venue de Jacques Cartier dans le golfe du Saint-Laurent, en 1534 et 1535. Toutefois, l'existence des îles de la Madeleine est révélée à la couronne britannique en 1591, par le voyage du *Pleasure* avec à son bord Thomas James de Bristol (Béland, 1987 : 9). Les pêcheurs basques, bretons et normands y avaient déjà établi des contacts avec les Micmacs, pour qui *Menquit, L'île qui flotte*, représentait un lieu de pêche et de chasse en saison estivale (*Ibid.*). Malgré l'intérêt grandissant des Anglais pour cette région de pêche, le siècle qui suit en est un de calme relatif, au cours duquel la France tente de coloniser l'archipel par l'établissement de familles sur l'île de Havre-Aubert. À la suite de la Conquête, par le traité de Paris en 1763, les Îles passent sous la juridiction de Terre-Neuve et le colonel Gridley se voit accorder vers 1763, un permis temporaire pour exploiter les ressources du nouveau territoire de la couronne (Béland, 1987). Le morse, ou vache marine, constitue alors une ressource bien lucrative par son huile, son ivoire et sa viande. Le colonel demandera l'autorisation d'être accompagné de quelques familles acadiennes qui maîtrisent déjà l'art de capturer cet animal robuste. Quelques Canadiens et Irlandais l'auraient également suivi. Gridley installe aux Îles ses 4 fils, 12 familles, 5 maisons, 6 bateaux et tout le nécessaire pour faire la chasse (Naud, 1993 : 25). Bien qu'on puisse lire que ces colons se sont installés sur l'Île d'Entrée, on parle également de leur présence au Havre-Aubert, ainsi qu'à Old Harry¹, territoire alors propice à la chasse au morse. La forêt de Rock-Hill-Point fournissait le combustible utilisé dans la transformation du gras en huile tandis que la profondeur des eaux permettait aux navires d'accoster et de charger la cargaison. Grosse-Île est donc habitée, dès 1765, par des familles acadiennes employées par Gridley. Elles vendront par la suite leur propriété à des familles anglophones, les Goodwin, Rankin et Clark, arrivées en 1828 de la Nouvelle-Écosse. Cette année correspond également à la fondation officielle du village de Grosse-Île, la municipalité de Grosse-Île se formant en 1892.

Vers la fin du 18^e siècle, la présence américaine se fait plus intense dans les eaux entourant l'archipel (Larocque et Fortin, 2003). Bien que ces marchands du sud aient convoité et exploité les ressources madeliniennes pendant plusieurs décennies, l'établissement des premières

¹ Old Harry fait partie de la municipalité de Grosse-Île. C'est ce qu'on appelle aux Îles, un «canton».

familles anglophones, initié en 1790 selon Béland (1987), est davantage d'origine britannique. Celles-ci s'installent par ailleurs à l'extrémité Est du territoire, sur l'île qui prendra bientôt le nom de son nouveau propriétaire, l'amiral Isaac Coffin (aujourd'hui Pointe de l'Est, Old Harry et Grande-Entrée). Coffin se voit en effet octroyer les *Magdalen* le 24 avril 1798. Il tentera d'y imposer une sorte de régime seigneurial très peu apprécié des résidents (Larocque et Fortin : 2003 : 107). Seuls les habitants de l'île Coffin seront exempts de taxe et de rente (Béland, 1987 : 37), puisque cette propriété est conservée par la couronne afin d'y maintenir et appuyer le clergé protestant (Clark, 2000 : 13).

À l'Île d'Entrée, le premier groupe d'anglophones arrive en 1822. Les premiers occupants sont les Dickson et les McLean, de Liverpool (N.É). Par la suite, des familles venant en grande majorité de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick, mais aussi des Highlands écossaises et du Cap Breton, viennent s'installer sur cette île, située à l'entrée de l'archipel (Béland, 1987 : 40). En 1831, on y dénombre cinq familles (Clark, 2000).

Au fil des ans, la population grandit, et on peut voir avec l'étude des patronymes que ces deux foyers de la communauté anglophone de l'archipel (Grosse-Île et Île d'Entrée) se développent en parallèle; le chevauchement des noms étant dû à des mariages plutôt qu'à des déplacements de familles entières (Béland, 1987).

Le recensement de 1831 révèle la présence d'une vingtaine de familles anglophones sur les Îles, sur un total de 195 (toutes langues confondues), soit près de 10% (Larocque et Fortin, 2003 : 107). Toutefois dans la deuxième moitié du 19^e siècle, l'Île Brion² vient s'ajouter à l'Île d'Entrée, Grosse-Île et Old Harry comme territoires dominés par la présence des pêcheurs et agriculteurs anglais³.

Les marchands, également de prédominance anglophone, préfèrent la proximité des marchés (les ports) et surtout de leurs clients, majoritairement francophones. Ils habitent les îles centrales et de l'ouest, i.e. Havre-aux-Maisons, Cap-aux-Meules et Havre-Aubert (*Ibid.* : 109). Au fil des ans et par l'effet de nombreux naufrages, la population augmente des deux côtés de la barrière linguistique et religieuse, mais la proportion d'anglophones ne dépassera jamais 12,5 %.

² L'île Brion est aujourd'hui inhabitée et, depuis 1988, elle a le statut de réserve écologique du Québec.

Les rudes conditions de vie, les années de famine et la pauvreté, liées à l'extrême dépendance aux marchands, ont poussé plusieurs familles à quitter les Îles vers la fin du 19^e siècle. En 1881 la population anglophone est à son apogée, atteignant 12,5% de la population totale (Larocque et Fortin, 2003 : 144). C'est aussi à cette époque que les conserveries de homard font leur apparition, avec la pêche de ce crustacé qui s'installe officiellement en 1875, ce qui a pour effet de créer un essor économique dans la région. (CAMI, 2006 : 22). Au début des années 1900, on ne compte pas moins de quatre conserveries de homard à l'Est de l'archipel, dont la William Leslie & Cie. Ces usines de transformation auront pour effet non seulement de permettre aux femmes de faire leur début dans des emplois rémunérés, mais elles attireront également des familles acadiennes et des Maritimes dans l'Est de l'archipel. Le recensement de 1881 mentionne en effet 25 nouveaux patronymes à Grosse-Île et à ce qui deviendra plus tard la Grande-Entrée (Larocque et Fortin, 2003 : 143).

L'impossibilité pour les résidents des Îles-de-la-Madeleine de posséder leurs terres et par-dessus tout l'obligation de payer une rente a tôt fait d'exaspérer ces derniers. En 1889, le territoire madelinot était toujours la propriété des Coffin. Lorsque l'agent des Coffin, le Hollandais d'origine, Van Bareveld, a tenté d'évincer les habitants de l'Île d'Entrée et de l'Île Brion, un ralliement solidaire s'est créé à travers toutes les Îles en dépit des différences de langues et de religions et une pétition a été signée puis envoyée à Ottawa. Celle-ci a eu pour effet, en 1895, de permettre à tous les résidents de l'ancienne propriété des Coffin de racheter leurs terres (Clark, 2000 : 19 et Naud, 1993 : 83).

La tentative de délocalisation d'une partie des anglophones des Îles-de-la-Madeleine ne s'est pas limitée à cet épisode de 1889. En 1967, en réaction à la situation inquiétante que vivaient de nombreuses communautés rurales du Québec, le Bureau d'aménagement de l'Est du Québec (BAEQ) définissait, à la demande du gouvernement québécois, un plan d'aménagement du territoire, dont une partie visait la communauté de Grosse-Île. La plus controversée des recommandations était celle portant sur la réorganisation et la centralisation des services et de la population, c'est-à-dire qu'on y proposait de fermer tout le territoire de l'Est de l'archipel, dont celui de Grosse-Île, et de réinstaller les résidents dans la portion ouest de l'île de Cap-aux-Meules. L'indignation et la colère qui ont suivi ont fait en sorte que ce projet n'a pas eu de suite immédiate, mais un deuxième plan d'aménagement de l'ensemble des Îles-de-la-

³ Le terme anglais est ici utilisé pour désigner des individus de langue anglaise, sans en spécifier l'origine. Il en sera de même pour le reste de ce travail.

Madeline, celui-ci produit en 1972 par la firme Gaston St-Pierre, reprenait certaines des recommandations du BAEQ. Cette fois, les résidents de Grosse-Île devaient être relocalisés à Grande-Entrée, et leurs maisons, laissées vides, utilisées pour l'hébergement touristique. Cette seconde menace, en moins de six ans, a eu pour effet non seulement de rallier l'ensemble de la population de l'archipel à leur cause mais aussi de faire prendre conscience aux habitants de Grosse-Île qu'il était devenu nécessaire de développer leur propre plan d'aménagement. Celui-ci allait cette fois partir du principe que Grosse-Île devait continuer d'exister. Or l'annonce faite par le ministère des Affaires municipales, que le plan St-Pierre n'avait rien d'officiel, a eu pour effet regrettable de stopper le travail des comités de planification et de développement qui ont alors été dissous, et le plan de rechange n'a jamais été formulé par écrit (Richards, 1982 : 205).

1.1.1 L'économie

C'est sans contredit la **pêche** qui a toujours été le secteur principal de l'économie des communautés de Grosse-Île et de l'Île d'Entrée. Toutefois, les Anglais, originaires d'Écosse et d'Irlande, installés à l'Île d'Entrée, à Brion et à Grosse-Île sont au nombre des premiers Madelinots à vivre de l'**agriculture**. Chaque famille entretient son potager afin de récolter des provisions pour les longs mois d'hiver (CAMI, 2006 : 21). En 1870, alors que francophones et anglophones reconnaissent les avantages de l'autosuffisance, seuls quelques agriculteurs peuvent se passer des revenus de la pêche. Seront de ceux-ci William Dingwell (Île Brion) et Nancy Dickson (Île d'Entrée) qui commercent les produits de leurs fermes avec les pêcheurs américains (Larocque et Fortin, 2003 : 116-118). Ces activités diminueront avec la spécialisation de la pêche au cours du 20^e siècle (Béland, 1987 : 72), alors que la **chasse aux loups-marins** (phoques) demeure une activité importante, au moment où les denrées se font plus rares (CAMI, 2003 : 27).

Les magasins généraux feront leur apparition à Grosse-Île vers la moitié du 20^e siècle (*Ibid.*) mais la **pêche** demeure l'activité principale pour les habitants de l'archipel depuis la disparition de la vache marine (morse) en 1799. Le début du 20^e siècle connaît par ailleurs un ralentissement dans la pêche au homard, causé par la diminution des stocks. Des mesures de conservation seront adoptées. Les changements apportés dans l'équipement des bateaux permettront une diversification de la pêche. Vers 1920, on commence à exporter le homard vivant, ce qui, en réduisant le travail en usine, aura un impact négatif sur l'économie locale. Les faillites des entreprises Leslie Cie et Eastern Canada Fisheries, vers la fin des années 1920, porteront un dur coup à l'économie anglophone et plusieurs familles quitteront les îles. Les

entreprises francophones prennent la relève et achètent le homard des pêcheurs anglophones. Il faudra attendre 1993 pour voir apparaître la première coopérative de pêcheurs chez les anglophones, la Cape Dauphin Fishermen's Coop.

Tandis que les entrepreneurs et commerçants anglophones de Cap-aux-Meules ont déjà perdu de leur influence vers la moitié du vingtième siècle, on s'accorde à dire que Grosse-Île est une communauté florissante entre 1945 et 1960 (Richards, 1982 : 201). Or la prospérité de Grosse-Île se voit peu à peu menacée vers le début des années 1960, par le développement de la pêche hauturière. L'expansion de cette flotte moderne entraîne une augmentation fulgurante des prises de morue et de hareng, le nombre de navires madelinots passant de 5 à 163 entre 1952 et 1963. Cet accroissement spectaculaire devait bientôt avoir un effet désastreux, tant sur la ressource que sur la pêche côtière, pratiquée entre autres par la presque totalité des pêcheurs de Grosse-Île (*Ibid.*).

Le programme d'expansion de la pêche hauturière qui avait initialement pour but d'accroître la participation du Québec dans ce secteur, d'augmenter la productivité des travailleurs et de stabiliser le niveau de l'emploi de cette industrie, a plutôt eu pour effet, selon Richards (1982), de déséquilibrer le mode de subsistance de milliers de pêcheurs côtiers autour du Golfe, dont celui de nombreux Madelinots. La première intervention directe du gouvernement fédéral pour leur venir en aide a été d'accorder des prestations d'assurance-chômage aux pêcheurs, considérés comme « chômeurs saisonniers ». La diminution des stocks de poissons et l'augmentation des transferts gouvernementaux ont amené une diminution des activités de pêche, alors que le mode de vie traditionnel et l'économie diversifiée ont graduellement été remplacés par l'alternance de périodes de travail suivies de périodes de chômage (Richards, 1982 : 202). Cette nouvelle situation sécurisante a eu pour effet de diminuer la participation des membres des différentes communautés à l'économie régionale, ce qui a entraîné un certain isolement de celles-ci. En effet, dans les années soixante, les contacts entre anglophones et francophones des Îles-de-la-Madeleine étaient réduits au minimum (*Ibid.*)

1.1.2 L'École

Le système scolaire s'organise lentement chez les anglophones, ce qui explique que les parents et grands-parents se chargent eux-mêmes, pour un temps, de l'enseignement aux enfants. Certains préfèrent toutefois offrir une meilleure éducation à leurs enfants et les envoient au couvent catholique de Havre-aux-Maisons ou à l'Académie à Lavernière (CAMI, 2006 : 15). Pour

atteindre un niveau d'études supérieures, il est alors nécessaire de quitter les Îles, bien souvent pour les provinces maritimes. Il est également possible d'avoir accès à des cours privés dispensés par les pasteurs. Quelques jeunes filles peuvent ainsi se qualifier pour enseigner par la suite à l'école locale (*Ibid.*).

Une première école anglaise a d'abord été construite à Grosse-Île, en 1860, soit près de quarante ans après la création du village. Plusieurs ont depuis été édifiées, à Old Harry, au Cap de l'Est et à Grande-Entrée, afin de mieux loger la population grandissante d'élèves.

L'Île d'Entrée a eu sa première école peu après Grosse-Île. Avant, l'enseignement se donnait dans les maisons privées. Toutefois, les enseignants s'y faisaient rares comme c'est le cas pour toutes les écoles anglophones de l'archipel au début du 20^e siècle. Chaque année, le recrutement des institutrices était précaire, ce qui explique que les écoles fonctionnaient de façon irrégulière, parfois entre quatre et huit mois par année⁴. Les ressources manquaient pour scolariser les enfants d'une centaine de familles, éparpillées dans l'archipel. (Larocque et Fortin, 2003, 201).

1.1.3 L'Église

Les premiers colons anglais ont dû attendre jusqu'en 1852 pour pouvoir célébrer leur foi dans une église. Avant la construction du premier temple religieux et avant même la fondation de la mission anglicane des Îles par le révérend Jehoshaphat Mountain en 1850, on se rassemblait dans des entrepôts pour prier. Une église anglicane allait être construite au Havre-Aubert vers 1860, une seconde à Cap-aux-Meules en 1869 et une autre à l'Île d'Entrée en 1895. Bien que les protestants aient été dispersés sur cinq îles (G.I., I.E., C.A.M., H.A., Brion) et que les pasteurs devaient être envoyés par l'Évêque anglican de Québec, leur nombre double entre 1870 et 1901. À Havre-Aubert, l'église sera toutefois abandonnée, ne desservant plus que trois familles pratiquantes et quelques étrangers de passage (Larocque et Fortin, 2003 : 164). Le début du 20^e siècle ne sera pas facile pour la religion anglicane, avec moins de cent familles dispersées et quatre temples à entretenir, deux presbytères et cinq écoles. La générosité des familles anglophones et quelques chargements de bois échoués sur les côtes permettront de

⁴ Le calendrier scolaire et le calendrier des activités de pêche se croisant, et la pêche attirant, sinon nécessitant, la contribution des jeunes, ces raisons ont souvent aussi été évoquées comme provoquant une certaine irrégularité dans la fréquentation scolaire.

construire de nouvelles églises (*Ibid.* : 201). Entre 1931 et 1961, la communauté anglicane s'accroît d'à peine 45 fidèles, et pas moins de onze pasteurs s'y sont succédés.

Tableau I : Population anglicane aux Îles-de-la-Madeleine selon la localité

Localité	1874	1954	1974	2001
Amherst (Havre-Aubert)	35	4	3	0
Entry Island (Île d'Entrée)	48	201	197	145
Grindstone (Cap-aux-Meules)	82	62	5	80*
Grosse Isle/ East Cape/ Old Harry	135	410	446	365
Bryon Island	35	0	0	0
Total	335	677	651	590

*S'applique aux îles centrales de C.A.M. et de H.A.M.
(Diocese of Quebec, 1975 :13 in Béland, 1987 : 44)

1.2 CONTEXTE GÉO-POLITIQUE ACTUEL

Si les Madelinots d'origine anglaise partagent langue et religion, l'histoire des communautés diffère sur plusieurs points en plus de diverger au plan politique. La distance séparant les communautés de la pointe Est de l'archipel et de l'Île d'Entrée a su préserver un certain parallélisme des cultures, qui n'a pas favorisé l'établissement de liens économiques, commerciaux, administratifs ou politiques majeurs. Les sections qui suivent tentent donc de dresser deux portraits distincts de leur organisation politique respective, ainsi que des institutions et activités qui maintiennent la vitalité de chacune de ces communautés.

1.2.1 Grosse-Île

Le contexte politique de la municipalité de Grosse-Île a subi d'importantes transformations au cours des cinq dernières années et la municipalité tente toujours de retrouver une situation plus confortable au sein de la nouvelle organisation municipale de l'archipel. En effet, on remarque que depuis sa fondation officielle en 1828, Grosse-Île a toujours maintenu son indépendance sur le plan politique, et ce jusqu'à ce que le gouvernement provincial décrète en 2001 la fusion de toutes les municipalités du territoire madelinot. Un regard sur ces récents événements nous permet de mieux comprendre la situation actuelle de cette communauté de moins de 550 habitants partageant avec la communauté francophone l'extrémité Est de l'archipel.

En automne 1999, un référendum a lieu sur le territoire des Îles-de-la-Madeleine afin de prendre le pouls de la population sur l'éventuel scénario de devenir une seule et grande municipalité. Si les opinions demeurent mitigées sur la question, les résidents de Grosse-Île semblent pour leur

part s'y opposer en grand nombre (près de 95% se disent contre, selon le journal local, *The First Informer*). Outre la distance linguistique et culturelle qu'ils ressentent envers le reste des Îles, leur municipalité est financièrement indépendante et ce, en grande partie grâce au revenu des taxes foncières de la mine de sel, située sur leur territoire. Le maire de l'époque, soutenu par une grande majorité de citoyens, se positionne donc contre la fusion de leur municipalité. Or en juillet 2001, le décret est passé et la nouvelle municipalité unique des Îles-de-la-Madeleine devient réalité. Le maire réussira toutefois à obtenir pour Grosse-Île le statut d'arrondissement bilingue. Ce dernier permet une représentation accrue par rapport à celle des autres localités, par l'élection de deux représentants en plus du conseiller siégeant au conseil municipal et par l'obtention de bureaux d'arrondissement situés dans la localité de Grosse-Île, assurant les services municipaux en anglais.

Les deux années qui suivent le regroupement des municipalités laissent néanmoins un goût amer à plusieurs résidents de Grosse-Île. Pour certains, il s'agit d'une perte de pouvoir, un recul de la démocratie, tandis que d'autres déplorent la création d'une dette importante, l'augmentation des taxes, la baisse de services ou simplement les délais accrus dans l'offre des services, la perte d'emplois, l'embauche de membres de la communauté francophone pour la réalisation de travaux d'entretien paysagers et le manque d'entretien des bureaux d'arrondissement. La désuétude du bâtiment logeant les bureaux municipaux a, par ailleurs, obligé les autorités à condamner et à relocaliser temporairement ces bureaux à Grande-Entrée, ce qui n'a pas été sans susciter la colère de certains résidents de Grosse-Île.

À la suite de l'élection du gouvernement libéral en 2003, un contrat est donné à une firme indépendante afin d'étudier la possibilité pour une ancienne municipalité récalcitrante de se « défusionner », ou de se « démembrer », selon les termes employés. On requiert en premier lieu la création d'un registre devant recevoir les signatures d'au moins 10 % de la population d'une ancienne municipalité pour permettre par la suite la tenue d'un référendum où plus de 50% de la population sera nécessaire pour que ladite municipalité puisse se retirer de la nouvelle «ville». Une loi est créée, la loi 9, afin d'encadrer le processus. Le calcul de la répartition de la dette et des coûts de ce processus cause toutefois des maux de tête aux dirigeants et aux comités mis en place pour faciliter les transitions.

Alors que les signatures de seulement 10 % de la population étaient requises pour entreprendre les démarches référendaires, 35,2 % de la population de Grosse-Île s'est déplacée pour

s'inscrire au registre. Les résidents de Cap-aux-Meules ont eux aussi atteint le nombre de signatures exigé, permettant ainsi à ces deux localités de voter sur leur éventuel statut, le 20 juin 2004. Quatre cent trente et un (431) résidents de Grosse-Île se prononcent ce jour-là, avec un résultat significatif de 81,7% en faveur du retrait de la grande municipalité. Les procédures sont encore une fois très complexes, d'autant plus que Cap-aux-Meules, la municipalité-centre désire elle aussi retrouver son indépendance. Or les conséquences économiques et la situation inusitée d'une municipalité-centre voulant se retirer du regroupement convaincront les résidents de Cap-aux-Meules de revenir sur leur décision, obligeant Grosse-Île à faire cavalier seul dans la décision de se séparer.

Bien que la Loi 9 semble complexe, elle stipule clairement que les municipalités désirant se retirer des villes fusionnées ne peuvent retrouver intégralement leur statut d'antan. La division des coûts et des responsabilités n'est toutefois pas clairement établie et cela laisse place à de nombreux questionnements, désaccords voire frustrations de la part de chacune des parties. Les dernières élections municipales qui ont eu lieu en novembre 2005 ont permis aux résidents de Grosse-Île de réitérer leur désir d'indépendance, ayant eu à choisir entre un candidat, en faveur du retour au sein d'une seule municipalité et un autre, soutenant la défusion. Ce dernier remporte avec 187 voix contre 121, signifiant ainsi la reconstitution de la municipalité de Grosse-Île dont les pouvoirs sont néanmoins affaiblis.

Depuis le 1^{er} janvier 2006, le territoire des Îles-de-la-Madeleine se compose de deux municipalités distinctes réunies en une agglomération. Cette dernière est composée des conseillers de la municipalité des Îles-de-la-Madeleine auxquels s'ajoute le maire de Grosse-Île. La Municipalité des Îles agit aussi comme Municipalité régionale de comté (MRC). La répartition des dossiers, des responsabilités et des budgets entre les deux municipalités, et entre celles-ci et la MRC et l'agglomération, sont encore aujourd'hui sources de litiges, ce qui n'est pas sans effet sur le climat politique des dernières années. La position de la municipalité de Grosse-Île face à la fusion, a eu pour effet de créer ou d'accentuer la scission entre les communautés et de polariser davantage les relations en termes de rapports linguistiques minoritaires / majoritaires. Le peu de pouvoir de décision au conseil d'agglomération, 1 voix / 7, est, de plus, diminué par la barrière linguistique.

1.2.2 L'Île d'Entrée⁵

Située au sud-est de l'archipel, l'Île d'Entrée est le seul territoire encore habité qui ne soit pas relié au reste de l'archipel par voie terrestre. D'une superficie de 4,2 km², l'île offre un paysage marqué de buttes rondes, dont la plus élevée, Big Hill (158 m), est aussi le plus haut sommet de l'archipel. Les douces collines et le plateau qui caractérise la partie Ouest de l'île ont favorisé l'exploitation des terres par l'activité agricole, réduite en importance depuis le développement et la professionnalisation de la pêche.

En 1965, l'Île d'Entrée, qui faisait partie de la municipalité de Havre-Aubert, se sépare pour créer sa propre mairie. Cette indépendance relative dure jusqu'en 2000, alors que les contextes politique et économique l'obligent à refaire équipe avec son partenaire historique. À la suite des fusions municipales de 2001, un siège au conseil municipal est réservé à un représentant de l'Île d'Entrée, situation qui lui sera accordée pour la durée d'un mandat seulement. Lors des élections municipales de novembre 2005, il est décidé qu'un seul représentant servira les deux populations de Cap-aux-Meules et de l'Île d'Entrée, créant ainsi un nouveau district électoral. Diverses raisons expliquent ce rattachement à Cap-aux-Meules : soit la proximité relative due à la présence du port, la présence de la majorité des entreprises utilisées par les résidents de l'île et enfin le taux de bilinguisme de ses résidents, plus élevé à Cap-aux-Meules que partout ailleurs sur l'archipel.

Réagissant à l'inaction de la municipalité et devant l'urgence de certains dossiers, dont l'acquisition d'un nouveau traversier, les résidents de l'Île d'Entrée se sont dotés en 2001 d'un comité formé d'une douzaine de membres, le *Future committee*. Incorporé en 2006, il compte aujourd'hui dix membres et rencontre, sur une base régulière, le conseiller municipal.

1.3 RÉSEAU INSTITUTIONNEL

1.3.1 L'éducation

La communauté anglophone des Îles est desservie par la Eastern Shore School Board, commission scolaire regroupant les institutions scolaires des populations anglophones de l'Est

⁵ La première phase du *Plan de développement stratégique orienté vers le tourisme*, produit par Luc Gagnon en 2005 et mandaté par l'Administration Portuaire de l'Île d'Entrée, offre un profil socio-économique de cette communauté à la fois récent et pertinent. Certaines sections du présent rapport reprennent donc intégralement des parties du travail de Gagnon. Celles-ci seront clairement identifiées.

du Québec. Celle-ci compte présentement une école qui offre la formation de la pré-maternelle à la onzième année à Grosse-île, et une seconde à l'Île d'Entrée. À Grosse-Île, l'école reçoit cette année 80 jeunes, une diminution de 18 % par rapport à 2000⁶. Certains cours peuvent être offerts à distance, i.e. sur Internet, comme c'est le cas pour le cours de mathématiques 536 pour lequel deux étudiants sont inscrits en 2006-2007.

Un centre de formation aux adultes offre le cours de pêche professionnelle équivalant au diplôme d'étude professionnelle (DEP), formation devenue obligatoire pour toute personne désirant faire l'acquisition d'un permis de pêche. Douze étudiants y sont inscrits pour l'année scolaire 2006-2007. Six autres étudiants suivent par ailleurs un cours d'auxiliaire de soins à domicile, tandis que le centre offre également l'Éducation populaire, soit des cours répondant aux désirs et besoins d'un groupe de participants. Au cours de l'année 2006, le cours de peinture sur toile a été offert à huit personnes, le coût total du cours étant réparti entre ces dernières.

Sur l'Île d'Entrée, les enfants bénéficient d'un établissement scolaire, la *Entry Island Intermediate School*. Celle-ci offre des cours aux enfants de la pré-maternelle à la huitième année, à la suite de quoi certains terminent leur scolarité (jusqu'à la onzième) à l'Île du Prince-Édouard, à Grosse-Île (aucun pour l'année scolaire en cours), en Gaspésie ou encore à la polyvalente (francophone) de l'archipel. Au moment de la présente étude, l'école de l'Île d'Entrée compte sept élèves et un corps enseignant formé de deux professeurs. Seize élèves fréquentaient l'établissement en 2004-05, représentant une diminution de plus de 55% causée par le départ de trois familles vers l'île centrale. Cette décision d'envoyer les enfants du niveau primaire dans les institutions francophones diverge de la tendance historique des résidents de l'île de poursuivre leurs études dans leur langue maternelle.

Il est arrivé à quelques reprises que des cours aient été offerts à l'Île d'Entrée, des cours d'informatique, de pêche professionnelle et de premiers soins. Or aucun n'a été dispensé dans les dernières années, Le directeur de l'école offre présentement un cours d'initiation à l'informatique à certaines personnes intéressées, bien que ceci soit fait sur une base volontaire et provienne de sa propre initiative.

⁶ Depuis 2000, le nombre d'étudiants inscrits à l'école de Grosse-Île a chuté de 98 à 80 (2000-01 : 98 étudiants; 2001-02 : 94 ; 2002-03 : 95; 2003-04 : 89; 2004-05 : 83; 2005-06 : 85; 2006-06 : 80).

Sur un total de 900 élèves fréquentant la polyvalente régionale des Îles, douze sont d'origine anglophone, soit sept au premier cycle et cinq au deuxième cycle. On note toutefois que de ces douze élèves, un seul est résident de Grosse-Île. Les onze autres habitent Havre-aux Maisons (4), Fatima (3), Grande-Entrée (3) et Havre-Aubert (1). Cette tendance des anglophones du reste de l'archipel à choisir la polyvalente régionale laisse présupposer une plus grande intégration de ceux-ci au milieu francophone en plus d'assurer le bilinguisme chez cette jeune population. L'école primaire francophone située à Havre-aux-Maisons reçoit également, pour l'année en cours, cinq élèves résidents de Grosse-Île. Ces derniers ont ainsi l'opportunité d'acquérir la deuxième langue officielle, certains fréquentant cet établissement quelques années seulement pour ensuite compléter leur cheminement scolaire à l'école anglophone.

Le centre de formation aux adultes de l'archipel reçoit présentement une seule étudiante anglophone, inscrite en formation professionnelle, i.e. au cours d'infirmière auxiliaire. Le cours menant à l'obtention du diplôme d'étude professionnelle (DEP) en pêche est également offert sur l'île centrale, mais celui-ci n'a su attirer que des futurs pêcheurs francophones.

Le Centre d'études collégiales des Îles, campus du Cégep de la Gaspésie et des Îles, offre la formation générale en plus de quelques programmes techniques. Il compte présentement trois étudiants anglophones, tous résidents de Grosse-Île. Le groupe Collégia, qui offre des cours sur mesure souvent à la demande d'employeurs, ne compte actuellement aucun étudiant anglophone, bien que cela puisse arriver occasionnellement.

1.3.2 L'Église

L'Église anglicane est encore aujourd'hui la principale institution religieuse de la communauté anglophone. Toutefois, un seul pasteur doit desservir trois églises, la Holy Trinity à Grosse-île, St-Peter's by the Sea à Old Harry et All Saints' Church à l'Île d'Entrée. L'Église semble néanmoins être toujours active auprès des communautés, que ce soit par son implication dans des activités locales ou par l'organisation de campagnes de financement qui permettent l'entretien de ses bâtiments patrimoniaux. Les mariages, baptêmes et funérailles de la communauté sont la plupart du temps célébrés à l'église et la population assume généreusement les frais d'église, signifiant ainsi l'importance de cette institution au sein de la communauté.

1.3.3 La santé

Le centre hospitalier de l'archipel, faisant maintenant partie du Centre de santé et des services sociaux (CSSS) des Îles, est situé à Cap-aux-Meules, sur l'île centrale. Si ce n'est des habiletés linguistiques du personnel hospitalier, rien n'assure que les services puissent être dispensés en anglais. À ce jour, aucune plainte n'a été enregistrée à ce sujet. Chaque département compte sur quelques personnes bilingues, sauf peut-être les soins de longue durée où la situation peut être plus problématique, selon le directeur de l'établissement.

Le point de services du Centre local de services communautaires (CLSC) de l'Est, également partie du CSSS des Îles, est situé à Old Harry, c'est-à-dire à mi-chemin entre Grosse-Île et Grande-Entrée. Les services suivants y sont offerts, à temps plein (t. pl.) ou partiel (t. pa), dans les deux langues officielles :

- Une infirmière de soins de jour (t.pl.)
- Une infirmière à domicile (t.pl.)
- Une psychologue (t. pa.)
- Un travailleur communautaire (t. pa.)
- Deux auxiliaires familiales (t.pl.)
- Une secrétaire (t.pl.)
- Un médecin (t. pa.)

Une infirmière scolaire, une psychologue et un travailleur social visitent également l'école de Grosse-Île de façon régulière.

L'éloignement physique de la communauté anglophone de l'Est de l'archipel a incité celle-ci et le CSSS à mettre sur pied un service de Premiers répondants, (soit une équipe de 10 à 12 secouristes) à qui une formation appropriée a été donnée.

À l'Île d'Entrée (Gagnon, 2005), les services de santé sont aussi dispensés par un point de services du CLSC. Le personnel médical est constitué de deux infirmières, qui se partagent les heures de service, et d'un médecin qui visite la population une fois par mois ou plus, selon les besoins. Aussi, la communauté de l'Île d'Entrée peut compter sur une équipe de six Premiers répondants, des secouristes formés spécialement pour assister l'infirmière dans la dispensation des soins de santé.

Le CAMI (Council for Anglophones Magdalen Islanders) est également impliqué au niveau de la santé, en soutenant des projets reliés à l'offre de services de santé aux anglophones, tant pour ceux de Grosse-Île que ceux de l'Île d'Entrée. Membre d'un réseau de partenaires anglophones, il a pu assurer la venue d'intervenants en santé au cours des dernières années. CAMI travaille présentement à la réalisation d'une entente entre l'Université McGill et le centre hospitalier de l'archipel afin d'offrir des stages à des étudiants en sciences infirmières. Si ce projet a pour but premier le retour de jeunes anglophones diplômés, il permettra également d'améliorer l'offre de services à l'ensemble de la population madelinienne.

Enfin l'hebdomadaire *The First Informer* joue également un rôle au niveau de la santé, en publiant chaque semaine une ou plusieurs capsules d'information reliées à la santé.

1.3.4. Services de garde

Deux Centres de la petite enfance (CPE) desservent le territoire madelinot. Ils offrent deux garderies en installation et des services de garde en milieu familial répartis sur l'ensemble de l'archipel. Pour la communauté anglophone, un seul milieu familial subventionné dessert les familles de Grosse-Île, en offrant six places disponibles. Deux autres se trouvent à Grande-Entrée, dans des familles francophones, tandis que le reste de l'archipel ne compte aucun service de garde d'expression anglaise.

1.3.5 Institutions financières

Si la Banque Nationale a traditionnellement été l'institution financière choisie des anglophones, les Caisses Populaires Desjardins ont su attirer au fil des ans une part grandissante de cette clientèle. D'abord pour la proximité des services (un comptoir de services se trouve à Grande-Entrée, localité voisine et la caisse populaire de Havre-aux-Maisons est située près du marché d'alimentation le plus proche) et aussi parce que cette institution coopérative a une plus grande connaissance du milieu.

1.4 DÉMOGRAPHIE

La population anglophone des Îles-de-la-Madeleine comptait, en 2001, 735⁷ individus, c'est-à-dire 5,7 % de la population totale. Cette population, nous le savons, se répartit en deux communautés distinctes, Grosse-Île et l'Île d'Entrée, auxquelles il y a lieu d'ajouter un certain nombre de résidents dans les autres localités de l'archipel. La population de l'Île d'Entrée est entièrement anglophone alors que le recensement de Statistique Canada de 2001 nous indique que Grosse-Île compte 75 personnes dont la langue première est le français, donnant ainsi une population anglophone de 83,7%⁸. Pour les anglophones répartis sur les Îles, on estime leur nombre à un peu plus d'une centaine, 125 selon nos calculs effectués à partir des données du recensement 2001 (voir leur répartition à la figure VI).

Si les Îles-de-la-Madeleine ont subi un déclin notable de leur population entre 1986 et 2001, la population de Grosse-Île prise à part semble au contraire avoir connu une légère augmentation pour atteindre des sommets historiques en 1991 et 1996 (voir figure IV). La municipalité anglophone rejoint néanmoins la tendance régionale à la baisse, avec un taux de variation de -4,2% entre 1996 et 2001 (Statistique Canada, recensement 2001). L'agglomération des Îles-de-la-Madeleine semble montrer un solde migratoire positif en 2005 avec une légère hausse de près de 2 % depuis 2001 (Institut de la statistique du Québec, 2006).

L'Île d'Entrée semble au contraire avoir emprunté une tendance à la baisse sans équivoque (variation de -12,6% entre 1996 et 2001 selon Statistique Canada 2001). Malgré une brève accalmie de 1981 à 1986, les résidents de l'Île d'Entrée sont témoins du départ de plusieurs des leurs, surtout en direction des provinces maritimes. La population non seulement a diminué considérablement au cours des dernières années mais la proportion d'individus âgés de plus de 15 ans surpasse celle de Grosse-Île et des Îles en général (86,7% vs 79,8% et 83,3% respectivement).

⁷ Le principe du nombre arrondi utilisé par Statistique Canada afin de conserver la confidentialité peut, sur une population relativement petite avoir un impact significatif dans les proportions. Il importe donc de considérer l'ensemble des statistiques présentées comme étant des estimations.

⁸ Le recensement de 1996 nous permet de différencier la langue maternelle de la langue parlée à la maison, données qui n'apparaissent pas dans le recensement de 2001. Nous notons que pour la population de Grosse-Île, en 1996, 100% de la population utilisait l'anglais à la maison, dont 2,6% utilisaient aussi le français. Il nous semble donc justifié de considérer la totalité des résidents de Grosse-Île comme faisant partie de la communauté anglophone.

Enfin, pendant que ces deux communautés voient leur population baisser — tranquillement ou drastiquement — la population anglophone établie dans les autres localités semble au contraire afficher une certaine hausse. Comme l'illustre le tableau V et la figure IV, ces résidents anglophones sont passés de 80 à environ 125 entre 1996 et 2001, une augmentation de 56 %. On peut supposer que cette croissance est due à l'arrivée d'anglophones de l'extérieur et au déplacement de gens de l'Île d'Entrée et de Grosse-Île vers les îles centrales.

Tableau II : Démographie de la communauté anglophone des Îles-de-la-Madeleine

	1961	1966	1971	1976	1981	1986	1991	1996	2001	2005**
Grosse-Île	451	487	475	500	532	560	569	567	543	
Île d'Entrée		242	247	223	167	196	176	175	153	
Autres localités ⁹						100	95	80	125	
Total pop. Ang ¹⁰ .						810	760	715	735	
Îles-de-la-Madeleine	12749	13313	13303	13515	14130	14532	13991	13802	12824	13077

(Source : Statistique Canada; ** Institut de la Statistique du Québec, 2006)

⁹ Ces nombres proviennent directement des données de recensement pour chacune des municipalités francophones, où seul le nombre d'individus ayant inscrit l'anglais comme langue maternelle a été considéré (excluant ceux dont l'anglais ET le français sont les premières langues). Il est en effet difficile de déterminer les limites de la communauté anglophone lorsque des membres d'une même famille appartiennent aux deux communautés linguistiques différentes. Notre décision a été prise dans un souci de concordance avec les chiffres employés dans le rapport produit par MPO sur les communautés anglophones.

¹⁰ Ceux-ci correspondent au nombre d'individus des ex-municipalités des Îles-de-la-Madeleine qui ont dit avoir l'anglais seulement comme langue maternelle lors des recensements.

Figure I: Évolution des populations anglophones des îles de la Madeleine

(Sources: Statistique Canada, recensements)

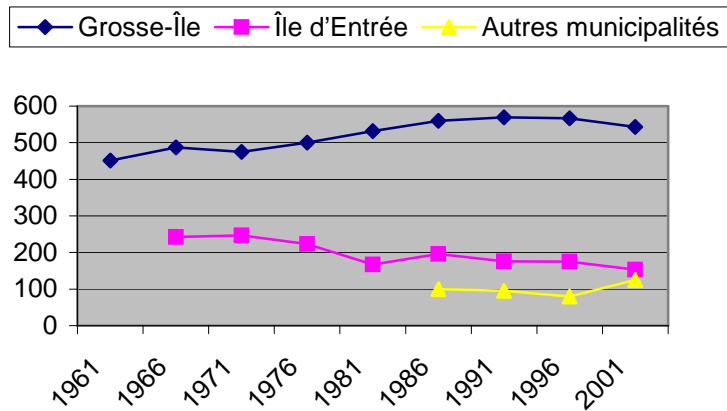
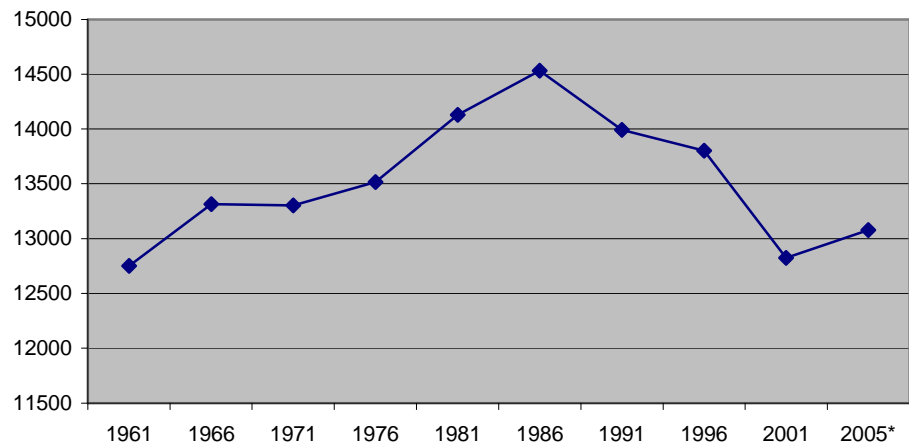


Figure II: Évolution de la population des îles de la Madeleine

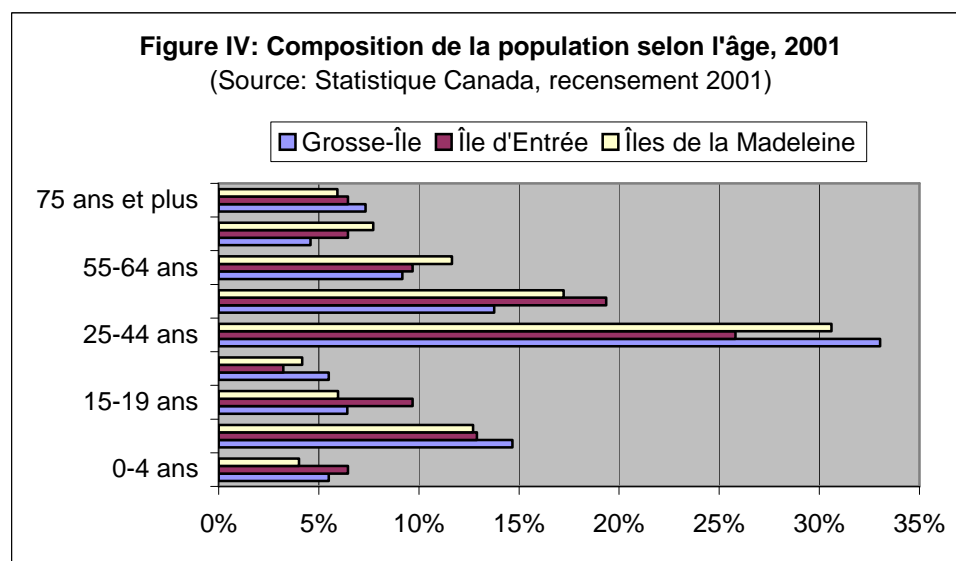
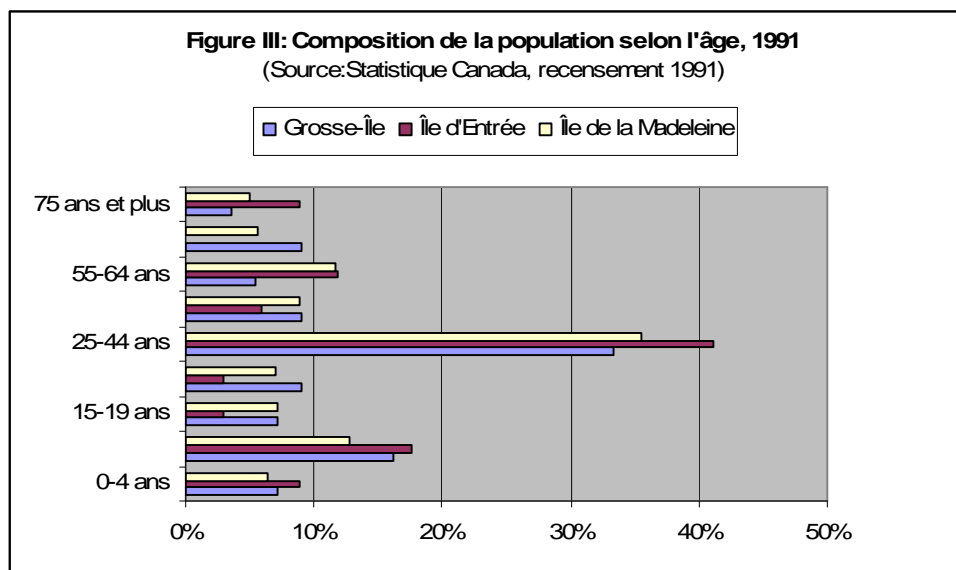
(Source: Statistique Canada, recensements et *Institut de la Statistique du Québec)



1.4.1 Structure de la population selon l'âge

L'âge médian¹¹ des populations est très révélateur, avec des résultats divergents pour les deux communautés anglophones principales des Îles-de-la-Madeleine. En 2001, alors qu'il est de 36,5 ans à Grosse-Île, il est de 41,9 ans à l'Île d'Entrée et 41,1 ans pour tout l'archipel. Ainsi on remarque que l'âge médian à Grosse-Île est inférieur à celui des Îles mais aussi à celui du Québec (36,5 à Grosse-Île vs 38,8 ans au Québec).

La pyramide des âges, telle que présentée à la figure VI illustre cette augmentation graduelle de la population anglophone âgée de plus de 55 ans, avec un pourcentage pour Grosse-Île et l'Île d'Entrée réunies de 17,6% en 1991 et de 21,2% en 2001. Ce dernier est néanmoins inférieur à celui de l'ensemble des Îles-de-la-Madeleine, qui était de 25,3% en 2001.



¹¹ L'âge médian représente le point où exactement la moitié de la population est plus vieille et l'autre moitié, plus jeune.

Bien que le taux de fertilité ait généralement été plus élevé pour la population anglophone des Maritimes (2,5 enfants en moyenne chez les anglophones et 2,3 chez les francophones vs 1,8 pour le Québec), cet avantage démographique s'est légèrement estompé avec la migration des femmes dans leur période la plus fertile (Institut de la Statistique du Québec *in* MPO, 2006). Aux Îles-de-la-Madeleine, on note pour les populations de l'Île d'Entrée et de Grosse-Île une diminution de la proportion de jeunes âgés de moins de 25 ans entre 1991 et 2001, passant de 34,2% à 31,7% de leur population respective. Ce taux est néanmoins toujours supérieur à celui calculé pour l'ensemble des Îles, établi à 26,9%. Si on regarde les tranches d'âge de 15 à 19 ans et de 20 à 24 ans, i.e. le moment où les jeunes sont habituellement aux études, on constate que les jeunes sont, en proportion, plus nombreux chez les anglophones que du côté francophone (12,0% vs 10,1%).

La population anglophone des Îles-de-la-Madeleine semble bénéficier d'un exode moins prononcé de ses jeunes par rapport aux autres populations des régions maritimes et du reste des Îles-de-la-Madeleine. Or, continuer d'assurer des opportunités d'emplois pour limiter les départs et favoriser le retour des jeunes diplômés constituent des défis majeurs pour les populations anglophones des Îles-de-la-Madeleine.

1.4.2 Mobilité

Dans un univers où le travail salarié prend de plus en plus de place, les migrations internes sont fréquentes aux Îles-de-la-Madeleine. Toutefois chez les anglophones, la barrière linguistique prédispose moins aux déplacements. Historiquement, on notait la forte tendance des anglophones à migrer vers les provinces maritimes, que ce soit pour étudier ou travailler. Depuis peu, on perçoit cependant une diversification de cet itinéraire. D'abord avec le choix de la métropole provinciale, Montréal, comme lieu d'étude, où certains choisissent les collèges anglophones pour poursuivre leur formation. Les provinces de l'Ouest, comme lieu de travail, représentent également une nouvelle destination pour de nombreux jeunes Madelinots anglophones. Près d'une vingtaine se trouvent présentement en Alberta, où le travail de construction et dans les champs pétrolifères est rémunérateur et abondant. Depuis 1996, le déplacement de quelques familles de l'Île d'Entrée vers les îles principales explique en partie la légère augmentation de la population anglophone habitant le reste de l'archipel. Ces familles retournent néanmoins sur leur île natale pour la saison de pêche, trajet que prennent également plusieurs familles installées sur l'Île du Prince-Édouard. Ceci explique que la population de l'Île

d'Entrée varie beaucoup selon la saison, se trouvant à l'hiver 2007 sous le cap des 100 habitants.

Tableau III : Population ayant déménagé au cours des 5 dernières années, selon leur provenance

	1986		1991		1996		2001	
	G.-I.	I.E.	G.-I.	I.E.	G.-I.	I.E.	G.-I.	I.E.
Pop. totale de 5 ans et +	540	170	500	160	515	140	510	-
Habitait même province	10	5	45	0	10	0	35	-
Habitait autre province	20	40	35	0	15	10	0	-

(Source : Statistique Canada, recensements)

Le tableau III nous indique le nombre de personnes qui, cinq ans avant le recensement, habitaient un autre lieu. Bien qu'on ne puisse déceler de tendance générale de déplacement, on peut noter que le nombre d'anglophones ayant vécu dans une province autre que le Québec et récemment établis dans les localités de Grosse-Île et de l'Île d'Entrée diminue au fil des ans.

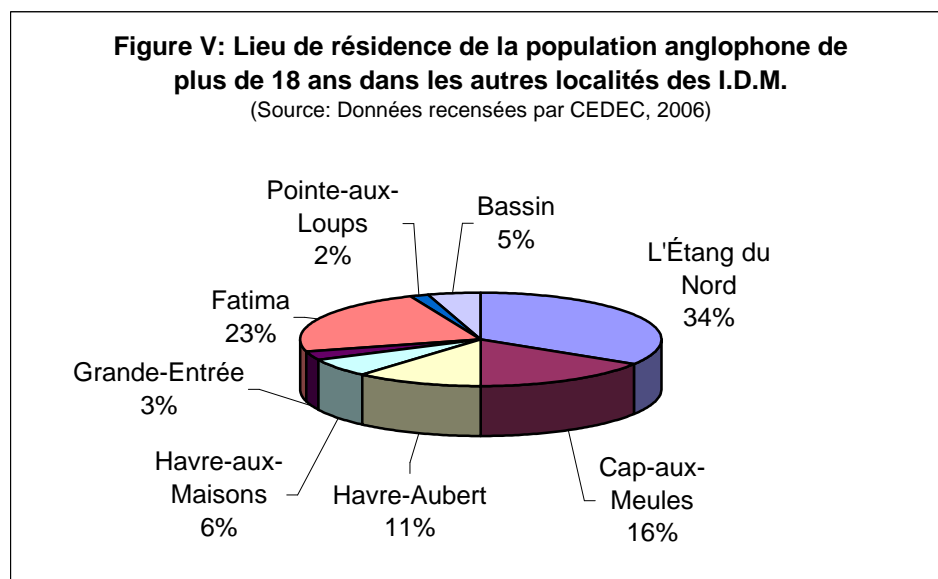
1.4.3 Anglophones à l'extérieur des communautés de Grosse-Île et de l'Île d'Entrée

Repérer et dresser un portrait des personnes d'origine anglophone résidant à l'extérieur de la municipalité de Grosse-Île ou de l'Île d'Entrée n'est pas une simple tâche. Le graphique ci-dessous permet cependant de situer ces dernières selon leur lieu de résidence, à partir de données fournies par le CEDEC. De plus, quelques indices peuvent nous laisser supposer certaines tendances, comme la décision de quelques familles de l'Île d'Entrée de venir s'installer sur les îles principales pour l'année scolaire.

L'arrivée de quelques individus d'origine anglophone ayant adopté l'archipel pour des raisons qui leur sont propres contribue également à l'augmentation de ce groupe linguistique dispersé. Toutefois, les contacts de ces derniers avec les communautés anglophones locales se font rares et ils s'intègrent davantage à la communauté majoritaire.

L'augmentation des mariages mixtes (francophone anglophone) vient également modifier le portrait sociolinguistique des Îles-de-la-Madeleine. Si ces alliances étaient rares il y a une ou deux générations, le nombre de familles mixtes a aujourd'hui augmenté considérablement. Toutefois, la relocalisation des anglophones de Grosse-Île sur les îles centrales demeure rare, ce phénomène touchant davantage les gens de l'Île d'Entrée.

La figure V illustre la répartition de cette population, à partir du nombre total de personnes majeures (62 âgées de 18 ans et plus, sur un total de 120 habitant le milieu francophone).



1.4.4 Scolarité

La population de la région de la Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine est moins scolarisée que celle de l'ensemble du Québec. Plusieurs facteurs expliquent cet état de fait. L'exode plus important des personnes instruites, la faible exigence de scolarité de plusieurs emplois liés aux ressources naturelles, l'absence d'université sur le territoire et le manque d'emplois professionnels sont parmi les raisons évoquées. Le niveau de scolarité de la population des Îles-de-la-Madeleine ressemble beaucoup à celui de la région, alors que les communautés anglophones montrent certaines spécificités (Emploi Québec, 2004).

Le tableau IV illustre l'écart qui sépare les populations de Grosse-Île et de l'Île d'Entrée de l'ensemble des Îles-de-la-Madeleine. Près de 50% de la population anglophone âgée de 15 à 24

ans ne fréquente pas l'école¹², alors qu'une proportion inférieure à 33,5% des jeunes de 15 à 24 ans ne fréquente pas l'école chez les francophones¹³.

Tableau IV : Fréquentation scolaire des populations anglophones des Îles-de-la-Madeleine âgées de 15 ans à 24 ans, en 2001

	Grosse-Île	Île d'Entrée	Îles-de-la-Madeleine
Population totale âgée de 15 à 24 ans	65	20	1 300
Pourcentage de la population de 15 à 24 ans fréquentant l'école à temps plein	53,8%	50%	63,1%
Pourcentage de la population de 15 à 24 ans fréquentant l'école à temps partiel	0%	0%	3,4%
Pourcentage de la population de 15 à 24 ans ne fréquentant pas l'école	46,2%	50%	33,5%

(Source : Statistique Canada, recensement 2001)

Tableau V: Plus haut niveau de scolarité atteint chez les 20 à 64 ans chez les communautés anglophones des Îles-de-la-Madeleine, en 2001

	Grosse-Île	Île d'Entrée	Pop. Angl. regroupées*	Îles-de-la-Madeleine
Population totale âgée de 20 à 64 ans	325	105		8 080
Niveau inférieur au certificat d'études secondaires	52,3%	62%	61%	41%
Certificat d'études secondaires et / ou certaines études post secondaires	20%	0%	9%	20%
Certificat ou diplôme d'une école de métiers (DEP. ASP)	12,3%	0%	4%	12%
Certificat ou diplôme d'études collégiales	9,2%	9,5%	14%	16%
Certificat ou diplôme universitaire	6,2%	0%	12%	10%

*Ces données proviennent du rapport de MPO 2006.
(Sources : Statistique Canada, recensement 2001, compilation spéciale)

¹² On note toutefois que dans le système scolaire anglophone, le passage direct du *high school* à l'université permet à certains d'obtenir un diplôme universitaire à l'âge de 21 ans, ce qui peut expliquer en partie le haut taux de personnes entre 15 et 24 ans ne fréquentant pas l'école.

¹³ Ces chiffres datent cependant de plus de cinq ans et selon le personnel scolaire et les membres de la communauté rencontrés dans le cadre de ce travail, le décrochage scolaire a diminué de façon significative au cours des cinq dernières années.

Le tableau ci-haut montre le plus haut niveau de scolarité atteint par les populations anglophones ainsi que par l'ensemble des Îles-de-la-Madeleine. On constate que la scolarité est plus faible du côté anglais. La proportion des individus ayant un niveau d'études inférieur au certificat d'études secondaires est plus élevée pour Grosse-Île et l'Île d'Entrée avec 52,3% et 62,0%, par rapport à 41% pour la totalité des Madelinots. La situation n'est toutefois pas surprenante compte tenu de l'importance des emplois axés sur la ressource (secteur primaire) chez les anglophones et du peu d'occasions d'emplois professionnels « anglophones » pour les diplômés.

On remarque de surcroît que la population totale des anglophones des Îles-de-la-Madeleine affiche des taux de scolarité de niveaux collégial et universitaire supérieurs à ceux des localités de Grosse-Île et de l'Île d'Entrée réunies. Bien que ces chiffres semblent surprenants et qu'ils dépendent certes du principe du nombre arrondi utilisé par Statistique Canada (d'où, probablement, l'absence totale de diplômé universitaire à l'Île d'Entrée), ils indiquent néanmoins la forte proportion des gens hautement scolarisés chez les anglophones habitant les localités francophones. Cet écart peut découler du fait que les emplois relevant du secteur tertiaire sont concentrés sur les Îles centrales, tandis que les anglophones de provenance autre que les Îles-de-la-Madeleine venus pour occuper des emplois dont les exigences en termes de scolarité sont élevés, s'installent généralement dans le milieu francophone. Les chiffres nous laissent enfin supposer que ces anglophones, à l'extérieur de Grosse-Île et de l'Île d'Entrée, travaillent peu ou pas dans le secteur primaire.

1.5 LES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

Si, généralement, la condition de minorité linguistique confère certaines difficultés d'accès à l'emploi, les Îles-de-la-Madeleine se démarquent de cette tendance. Le groupe de résidents unilingues anglais affiche un taux d'emploi non seulement plus élevé que le taux de l'archipel (73,4% vs 61,1%) mais aussi un taux supérieur au taux d'emploi des personnes bilingues de l'archipel (66,6%). On peut constater que les personnes habitant les localités de l'Île d'Entrée et de Grosse-Île vivent essentiellement de la pêche, et qu'ils étaient occupés à cette activité lors du recensement 2001 (Emploi Québec, 2004 : 8).

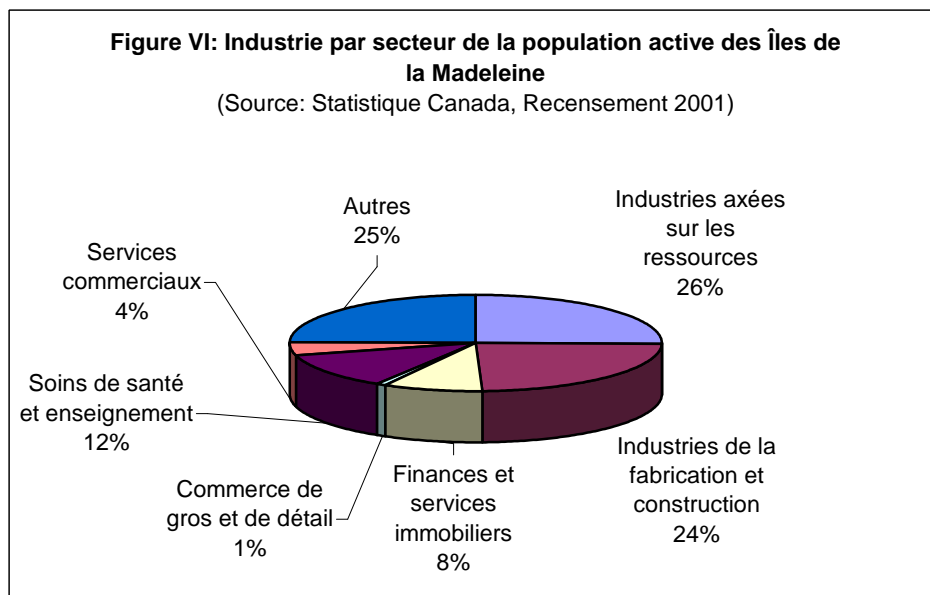
On qualifie souvent la région des Maritimes de « région ressource », dû au rôle important que jouent les ressources naturelles sur le plan économique. Ceci est particulièrement vrai chez les

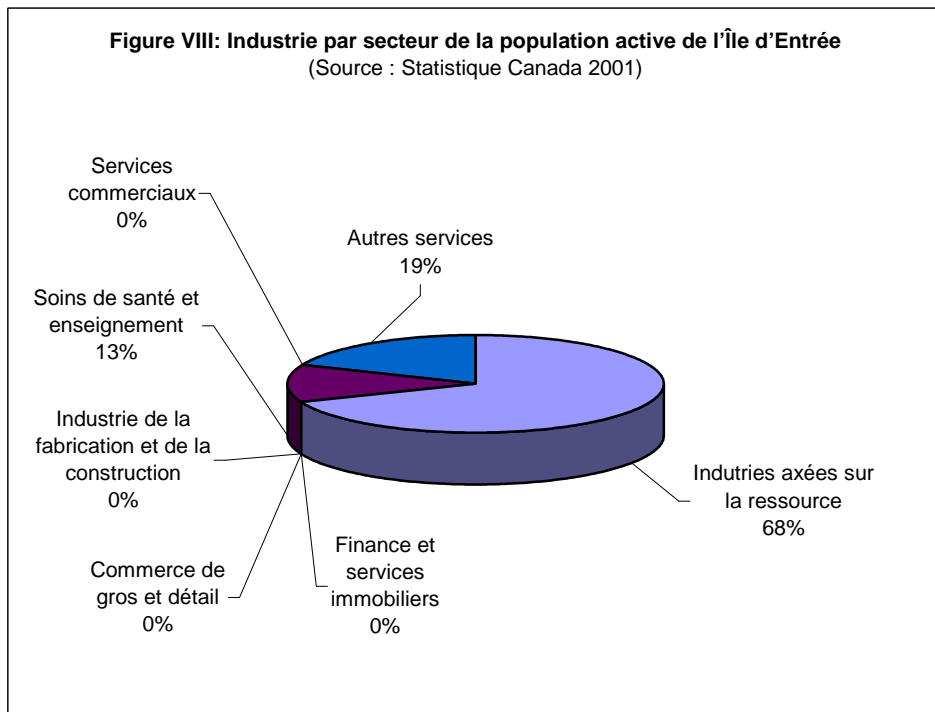
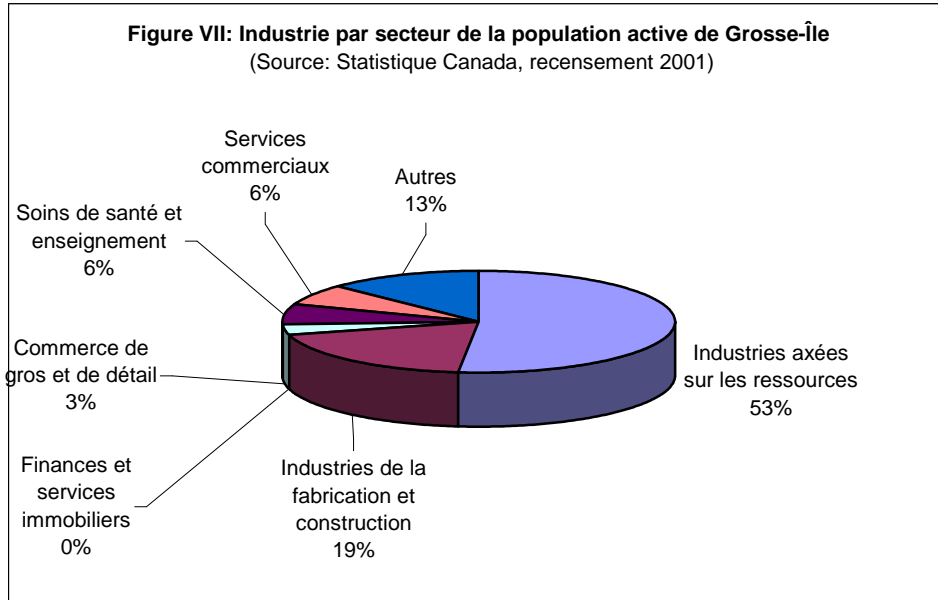
anglophones des Îles-de-la-Madeleine, où, au total, 64% de la population active travaille dans ce secteur. De ce nombre, 98% œuvrent dans l'industrie de la pêche (MPO, 2006). Selon les personnes consultées pour ce présent travail, ceci correspond à la quasi-totalité des foyers, pour lesquels au moins un des revenus découle de la pêche ou de la transformation du poisson. Les tableaux ci-dessous illustrent l'importance de l'industrie axée sur la ressource pêche pour la population active des différentes communautés.

Tableau VI : Indicateurs de la population active en 2001

	Grosse-Île	Île d'Entrée	Îles-de-la-Madeleine
Taux d'activité	77,4%	66,7%	63,4%
Taux d'emploi	66,7%	58,3%	52,3%
Taux de chômage	15,4%	12,5%	17,6%

(Source : Statistique Canada, recensement 2001)





L'économie locale, pour chacune des deux communautés anglophones, est basée sur l'industrie de la pêche, comme l'illustrent les figures VII et VIII. Tant à Grosse-Île qu'à l'Île d'Entrée, on constate que le secteur de l'industrie axé sur les ressources est prépondérant par rapport aux autres secteurs (53% et 68% respectivement). En considérant que pour le territoire des Îles, seulement 26% de la population active œuvre dans ce secteur, l'apport des anglophones à ce

niveau est clairement établi. Les sphères des soins de santé (6% et 13%) et des autres services (13% et 19%) arrivent deuxième et troisième en importance, alors que les secteurs des industries de la fabrication et de la construction, du commerce de gros et de détail, finances et services immobiliers et services commerciaux ne sont aucunement présents sur l'Île d'Entrée, mais plutôt dispensés sur les îles principales. À Grosse-Île, ces secteurs occupent 19%, 3, 0% et 6% respectivement.

1.5.1 La pêche

L'**industrie de la pêche**, qui constitue la presque totalité de l'industrie axée sur la ressource (98% selon MPO 2006), est sans aucun doute largement dominée par la pêche au homard pour laquelle 325 permis sont émis à l'ensemble des Îles-de-la-Madeleine. Le tableau VII présente les débarquements de homard répartis selon les ports de pêche, nous permettant ainsi d'estimer l'apport des populations anglophones à cette industrie. Il importe par ailleurs de noter qu'à la saison 2006, 37 pêcheurs-proprétaires de Grosse-Île utilisaient les installations du port de Grande-Entrée, particularité certes plus marquée depuis la fermeture du port de Old Harry.

Tableau VII : Débarquement de homard selon les ports de pêche des Îles-de-la-Madeleine pour la saison 2006

Port de pêche	Nombre de pêcheurs-proprétaires	Volume des débarquements (tonne)	Débarquement en pourcentage
Havre-aux-Maisons et Pointe-Basse	38	1 817	11,17%
Grande-Entrée	113 (37)	5 499 (1760)*	33,82% (10,8%)
Grosse-Île	33	1 715	10,55%
Pointe-aux-Loups	9	470	2,89%
Havre-Aubert	14	724	4,45%
Millerand	22	1 181	7,26%
Île d'Entrée	15	769	4,73%
Cap-aux-Meules	40	1 952	12,00%
Étang-du-Nord	37	1 953	12,01%
Cap-Vert	4	176	1,08%
Total	325	16 256	100% (26%)

(Source : MPO-CAM)

* Estimation calculée pour les 37 pêcheurs anglophones, soit. 32% des pêcheurs de G.E.

On note que 48 pêcheurs utilisent les ports des deux principales communautés anglophones, représentant 15% de la population totale des pêcheurs de homard des Îles-de-la-Madeleine. Ce nombre se doit toutefois d'être majoré d'au moins 37 (pêcheurs de Grosse-Île amarrant au port de Grande-Entrée), pour atteindre 26 %. Toutes pêches confondues, les pêcheurs anglophones sont au nombre de 104 (MPO, 2006), représentant le quart de tous les pêcheurs des Îles-de-la-Madeleine. En 2005, le total des débarquements effectués par la population anglophone était évalué à 11,2 M\$, soit le quart de la valeur totale pour les Îles-de-la-Madeleine (MPO, 2006). Les statistiques de 2006 (tableau VII) montrent une proportion semblable en termes de volume des débarquements de homard.

Notons que les activités liées à la pêche créent des emplois saisonniers, dont les revenus sont généralement complétés par des mesures de transferts gouvernementaux.

1.5.2 La coopérative des pêcheurs

Deux entreprises occupent une place de choix à la fois dans l'économie de la communauté de Grosse-Île, et dans l'économie de l'archipel : la coopérative des pêcheurs et Mines Seleine.

Décus des prix fixés par les acheteurs, 27 pêcheurs de Grosse-Île décident, en 1993 de créer leur propre entreprise dans le but de prendre en charge la mise en marché de leurs prises. S'ils ont commencé par se concentrer sur le homard, la coopérative a par la suite mis sur le marché le maquereau et, un certain temps, le pétoncle. Or ce dernier n'est plus commercialisé par l'entreprise et le maquereau, devenu trop petit au cours des dernières années, a lui aussi été abandonné. Le homard vivant est demeuré la principale ressource mise en marché. En 2007, l'entreprise locale regroupe soixante-douze pêcheurs, dont 64 anglophones et 8 francophones. Elle exporte la totalité de sa production à travers le Canada et les États-Unis. En fonctionnant avec un nombre minimum d'employés, elle réussit à offrir des prix compétitifs à ses membres. Cape Dauphin Fishermen's Coop emploie 38 personnes de façon saisonnière et à temps plein. Elle est gérée par une table de direction composée de huit personnes.

1.5.3 La mine de sel

Un second pilier de l'économie de Grosse-Île et de l'archipel est la mine de sel, située sur son territoire et opérée par Mines Seleine, une division de la Société canadienne de sel Limitée. Les années qui ont précédé l'implantation de la mine ont eu des impacts majeurs et ce, à plusieurs

niveaux¹⁴. En fait, tout en résumant un épisode de l'histoire madelinienne fort intéressante, Stuart Richards (1982) faisait remarquer les retombées positives en termes d'organisation sociale qu'aura eue la tenue d'audiences publiques sur l'implantation de la mine de sel et du port annexe. Il écrivait, dans un article publié à la suite de l'ouverture de la mine :

Il faut se rappeler qu'il existait au sein de la communauté anglophone de Grosse-Île une certaine ambivalence au sujet du projet [...] il fut généralement admis que la population n'était pas suffisamment au courant des divers aspects et qu'il était primordial de les informer. [...] On se rendit compte qu'il serait impossible de répondre à plusieurs de ces questions avant d'avoir effectué les études d'impacts appropriées. C'est ce qu'exigea donc le conseil en insistant pour que la population soit aussi consultée. [...] Ayant fait connaître ses inquiétudes aux autres communautés des Îles, le conseil municipal obtint l'appui du Comité de l'environnement des Îles-de-la-Madeleine. Il s'adressa également aux journalistes [...] Appuyé par différents individus et organismes, le conseil municipal obtint, après beaucoup d'efforts, que le conseil consultatif de l'environnement tienne des audiences publiques sur le projet.

Au-delà des effets de ces audiences sur les procédures de prises de décisions [énumérés et explicités dans le texte], l'effet sur la population, moins évidente, est tout aussi importante. Les audiences se traduisirent immédiatement par un appui massif de la population aux efforts du conseil municipal [...] La valeur éducative des audiences ne fait aucun doute, hommes, femmes et enfant y ayant trouvé des modèles sur le déroulement des réunions, l'art oratoire et les règles à observer [...] Ils se sont rendus compte qu'ils pouvaient être écoutés. Les audiences, également, donnèrent à la population la confiance en elle-même, et [...] l'assurance qu'ils étaient les mieux habilités à discuter des problèmes de leur communauté. Elles ont favorisé l'émergence et l'affermissement de chefs de file locaux et [...] ont contribué à établir d'utiles relations entre les représentants anglophones et francophones des Îles. [...] Il devint évident pour les coordonnateurs que tout débat sérieux sur l'avenir des Îles exigeait la participation de la communauté anglophone.

(Richards, 1982 : 206-208)

Ces aspects de l'histoire locale semblent malheureusement avoir été oubliés. Aujourd'hui, la mine est davantage considérée pour son apport économique à la région. Si la grande majorité de ses employés ne sont pas anglophones, il demeure que les retombées des taxes ont profité entièrement à cette population et ce, jusqu'en 2001 (fusion des municipalités). Depuis, le taux de taxation a été abaissé et seulement une partie des taxes foncières reviennent à la municipalité de Grosse-Île. Construite en 1979, sa production débute en 1982 et le nombre de cadres et travailleurs syndiqués se chiffre aujourd'hui (2007) à 161, dont 2 anglophones, affectés à l'entretien.

¹⁴ Il est à remarquer que la demande d'intervention adressée par la Municipalité de Grosse-Île et, par la suite, appuyée par la MRC et par des citoyens des Îles au Conseil consultatif de l'environnement a permis de confirmer la pertinence d'un bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) et de peaufiner les modalités du processus d'audiences publiques au Québec.

1.5.4 Le tourisme

Le tourisme constitue pour les Îles-de-la-Madeleine la seconde industrie en termes d'importance. Toutefois selon un rapport produit par Groupe Recherche Focus (2003), la population anglophone demeure en marge de cette industrie, ne profitant que de façon marginale des retombées économiques. Par ailleurs si des anglophones ont déjà travaillé à l'Association touristique régionale (ATR) des Îles, les employés sont aujourd'hui uniquement francophones.

Des initiatives locales ont néanmoins questionné le développement de cette industrie au cours des sept dernières années. En 1999 avait lieu le Sommet socio-économique pour la communauté d'expression anglaise des Îles-de-la-Madeleine, *Empowerment : Building Stronger Communities*, qui visait la discussion et l'exploration des possibilités de développement économique basé sur les forces et le potentiel local. De cette rencontre ont découlé plusieurs projets, dont celui des Portes de l'Est — centre d'interprétation de l'est de l'Archipel— et le Forum touristique pour la municipalité de Grosse-Île, en 2000 (voir annexe E pour la liste des projets et programmes présentés lors de ce forum). L'hébergement touristique s'est aussi accru à la suite de ces rencontres. Des chalets et des maisons sont aujourd'hui disponibles à la location en saison estivale.

La visite de l'Île Brion constitue peut-être la principale attraction touristique sur le territoire de Grosse-Île. En effet, cette île, aujourd'hui inhabitée mais très chère aux descendants de cette ancienne communauté et aux anglophones en général, possède des richesses historiques particulières et un niveau élevé de biodiversité. Selon un protocole d'entente entre le Ministère du développement durable, de l'environnement et des Parcs (MDDEP) et le CAMI, ce dernier est responsable, depuis la création de la Réserve écologique de l'Île Brion en 1988, du contrôle de l'accès au territoire. Toutefois la prolongation de cet accord est aujourd'hui menacée, par des pressions exercées sur ce même ministère par deux entreprises privées de Cap-aux-Meules intéressées à prendre en charge le contrôle de l'accès à l'île.

Des infrastructures, des installations sanitaires et un service de surveillance de plage ont été mis en place il y a quelques années dans le secteur de Old Harry. Des frais de stationnement ont été prévus afin de supporter l'industrie touristique dans ce secteur. Toutefois le peu de régularité dans le fonctionnement de ce service et la réticence de plusieurs visiteurs (madelinots et autres) à se conformer à cette nouvelle tarification rend difficile l'atteinte des objectifs visés.

Un centre d'interprétation de la mine et du milieu naturel de l'Est de l'archipel, Les Portes de l'Est, est une initiative locale qui dessert les visiteurs de l'archipel chaque été. Les employés saisonniers, généralement au nombre de trois, devaient en théorie être originaires de Grosse-Île et de Grande-Entrée. Pour la saison estivale 2006 toutefois, les trois personnes engagées étaient des francophones de l'Est de l'archipel. L'ouverture du centre pour la saison 2007 semble aujourd'hui incertaine. La communauté anglophone se plaint du peu d'opportunités d'implication dans ce projet, causée par des lacunes dans son organisation. Aucune assemblée générale n'a eu lieu au cours de la dernière année.

L'Île d'Entrée est pour sa part en train de se définir un plan de développement orienté vers le tourisme, initiative locale appuyée par le CLD, la SADC, la Municipalité des Îles-de-la-Madeleine et Développement Économique Canada.

1.5.5 L'agriculture

L'agriculture, en milieu anglophone, se limite désormais à l'élevage de bovins, activité située sur l'Île d'Entrée. Au registre du Ministère de l'Agriculture, des pêches et de l'Alimentation (MAPAQ) du Québec, ce pâturage communautaire contient 42 animaux enregistrés. De plus, quelques familles élèvent des poulets et entretiennent des potagers (Gagnon, 2006).

1.5.6 L'aquaculture

L'aquaculture, qui se développe sur le territoire de l'archipel depuis quelques années, implique aujourd'hui les pêcheurs de Grosse-Île de façon marginale. Si 6 des 21 pêcheurs de pétoncles ayant participé au programme *REPERE-Pétoncles 2000* étaient des actionnaires anglophones, aucun ne siégeait au conseil d'administration. L'entreprise s'est retirée des projets d'élevage et d'ensemencement de pétoncles et a mis fin à ses activités au cours de l'année 2006.

La mytiliculture, ou culture des moules, a fait ses débuts aux Îles suite à l'initiative d'un membre de la communauté anglophone. Or, les entreprises présentement en charge de la culture de ces mollusques sont en totalité francophones.

1.5.7 La chasse aux loups-marins

La chasse aux loups-marins (phoques) est pratiquée par un grand nombre d'anglophones (153 sur 916 permis émis¹⁵ en 2006 selon MPO, soit 16,7%). L'effondrement du marché de la fourrure à la suite des campagnes des abolitionnistes n'est pas étranger à la diminution de l'importance économique de cette chasse traditionnelle. Elle représente néanmoins une place importante dans l'activité économique de l'Île d'Entrée. La diversification des produits dérivés du loup-marin (huile, biomolécules, viande), entreprise ces dernières années, apportera peut-être un nouvel essor à l'activité de chasse.

1.5.8 Les entreprises

Le nombre d'entreprises installées à Grosse-Île a chuté depuis les années 1990 alors qu'on comptait encore quelques petites épiceries et un poste d'essence. Aujourd'hui, ce dernier n'existe plus, et il ne reste plus qu'un seul dépanneur. On trouve également deux entreprises de déneigement (dont un s'occupe également du transport scolaire), un remorqueur de bateau, un centre de la petite enfance en milieu familial, un centre d'interprétation de la mine et de la nature et enfin, la mine de sel et la coopérative du Cap Dauphin. Le secteur de Old Harry offre quant à lui deux restaurants (dont un seul ouvert 10 mois par année), un atelier / boutique de poterie, un centre d'interprétation de la dernière guerre mondiale, un musée d'histoire locale et une boutique de souvenirs et d'artisanat, dont le futur est incertain depuis le départ de son propriétaire. Les services d'hébergement dans ces deux localités se limitent à une dizaine de chalets et maisons privées, rendus disponibles à la location en saison estivale.

Au plan commercial, l'Île d'Entrée détient quelques entreprises qui offrent des services d'hébergement (deux résidences de tourisme, un gîte touristique et un terrain de camping), de restauration (un restaurant et un casse-croûte) ainsi qu'un bar laitier. Le nombre d'unités d'hébergement totalise 9 chambres. Toutes ces activités sont saisonnières et peuvent ouvrir sur demande en basse saison, à l'exception du bar laitier (Gagnon, 2006). La communauté s'est aussi dotée d'un musée d'histoire locale.

¹⁵ Le nombre de permis émis ne correspond toutefois pas au nombre de chasseurs participant activement à la chasse, cette donnée n'étant pas disponible auprès de MPO. La condition des glaces est un des facteurs affectant le nombre de chasseurs, qui varie chaque année.

Si, d'une part, aucune entreprise à l'extérieur de Grosse-Île ne peut se dire totalement anglophone, une dizaine d'entre elles¹⁶ engagent ou sont dirigées par des personnes d'expression anglaise, ce qui a, entre autres, un effet d'attraction sur la clientèle unilingue anglophone. D'autre part, le marché d'alimentation Coop à Havre-aux-Maisons est devenu un des principaux points de ravitaillement de la population de Grosse-Île, les anglophones y représentant 7% de la clientèle, soit 55 membres sur un total de 780.

1.5.9 Revenus de la population anglophone

Comme nous l'indique le tableau ci-dessous, le revenu médian des anglophones de Grosse-Île excède à la fois celui de l'ensemble des Madelinots et celui de la province. Depuis l'annexion de la municipalité de l'Île d'Entrée à l'Île du Havre-Aubert en 2000, les données concernant les revenus des résidents de l'île sont fusionnées à celles de l'île du Havre-Aubert, ce qui rend leur distinction impossible. Or, on note dans le rapport du Ministère des Pêches et des Océans (MPO) de 2006 que le revenu moyen des anglophones des Îles-de-la-Madeleine (mis ensemble) atteint 35 409\$, ce qui non seulement surpasse la moyenne des francophones de l'archipel (27 336\$) et la moyenne provinciale de l'industrie de la pêche (31 862\$) mais laisse également supposer une moyenne élevée pour les résidents de l'Île d'Entrée. Ceci s'explique par les bénéfices de la pêche au homard, une industrie qui emploie près de la moitié des travailleurs de ces deux localités (GI et IE) (MPO, 2006 : 3). Par ailleurs, le tableau VIII montre aussi la place importante des transferts gouvernementaux dans le revenu à Grosse-Île et aux Îles-de-la-Madeleine. Le tableau ci-dessous confirme finalement la grande dépendance au secteur primaire, la pêche, à Grosse-Île et, par déduction, à l'Île d'Entrée. L'illusion d'aisance s'estompe lorsqu'on considère la dépendance presque exclusive à un secteur d'emploi, l'augmentation des coûts d'opération, la vulnérabilité de ce secteur primaire (la pêche) et la dépendance aux transferts dans le revenu.

¹⁶ Les deux incendies qui ont ravagé deux importantes usines de transformation de poisson des Îles-de-la-Madeleine en janvier et février 2007 auront certes un impact majeur sur l'ensemble de la population, y compris les communautés anglophones, dont un grand nombre de membres travaillaient à ces usines. L'usine de Grande-Entrée comptait plus de 380 employés saisonniers dont approximativement 25 anglophones. S'il est encore trop tôt pour évaluer les conséquences de ces sinistres, la saison 2007 semble néanmoins assurée par la relocalisation temporaire des activités.

Tableau VIII : Revenus de la population de Grosse-Île

	Îles-de-la-		
	Grosse-Île	Madeleine	Québec
Personnes âgées de 15 ans et plus ayant un revenu	410	9855	5 506 246
Revenu total médian des personnes âgées de 15 ans et plus (\$)	21 916	17 360	20 665
Gains en pourcentage du revenu	69,7	68,0	75,1
Transferts gouvernementaux en pourcentage du revenu	28,6	25,2	13,9
Autres sources de revenu en pourcentage du revenu	1,7	6,6	11,0

(Source : Statistique Canada, recensement 2001)

1.5.10 Communications

Depuis 2005, l'Île d'Entrée ainsi que les extrémités des Îles ont tous accès à un service d'Internet haute vitesse, en plus d'être desservies par un réseau de câblodistribution. La communauté anglophone détient également son média imprimé, *The First Informer*, qui relate les événements qui affectent de près ou de loin la communauté depuis 1985. La presque totalité des maisonnées de la communauté est abonnée à l'hebdomadaire. Un seul emploi rémunéré est créé par cette entreprise communautaire. Des conflits internes ont néanmoins menacé la survie de ce journal, qui continue de diffuser l'information grâce au travail de bénévoles. Certains sujets d'intérêt local ne peuvent être traités faute de journaliste et de ressources pour en assurer la traduction.

Par ailleurs, la radio communautaire des Îles, **CFIM**, diffuse du lundi au vendredi, entre 18h et 19h, une émission animée en anglais. Ironiquement, l'animatrice qui est aussi responsable de cette plage horaire est issue du milieu francophone. Selon la directrice de la programmation de la station, il a été plutôt rare au cours des 15 dernières années que des anglophones des Îles aient appliqué pour le poste. Un projet de partenariat a cependant été proposé, impliquant *The First Informer*, CFIM et la SADC, mais la structure de ce dernier reste à être définie.

CFCY, la radio de Charlottetown à l'Île du Prince-Édouard, a été jusqu'à très récemment le principal média d'information utilisé par la communauté anglophone des Îles-de-la-Madeleine. Diffusant les nouvelles de toutes les provinces maritimes, la station était également en charge d'annoncer la fermeture des écoles anglophones de l'archipel en cas d'intempérie. Or celle-là, qui est passée du signal AM à FM, n'est plus captée par les résidents des Îles autrement que via

Internet, ce qui n'est pas sans donner l'impression à certains d'être coupés d'une partie importante de leur communauté.

1.5.11 Transport

Transport terrestre (adaptation de Gagnon)¹⁷

Tel que mentionné, l'Île d'Entrée est la seule île habitée qui n'est pas reliée par voie terrestre au noyau principal des îles de la Madeleine. À l'intérieur de l'île, les résidents se déplacent en camionnette, voitures, motoneiges ou véhicules tout-terrain en utilisant un réseau routier, non pavé et non déneigé, constitué de chemins principaux (qui totalisent 5,03 km) et de chemins privés. Cependant, aucune station-service ni aucun garage d'entretien mécanique ne sont localisés sur l'Île d'Entrée, en raison de l'étroitesse du marché. Ainsi, les résidents doivent eux-mêmes assurer leur approvisionnement en essence depuis les îles principales et entretenir leurs véhicules.

Transport par voie maritime (adaptation de Gagnon)

Les résidents se déplacent de l'Île d'Entrée à Cap-aux-Meules souvent par bateau de pêche et par quelques bateaux de plaisance en saison. De plus, en vertu du *Règlement sur la gratuité de certains services de transport par traversier*, les résidents bénéficient d'une navette quotidienne (à l'exception du dimanche), service relevant de la Société des Traversiers du Québec. Ce traversier permet le transport de 28 passagers ; sa capacité de chargement est de 7,5 tonnes dans la partie de la cale et de 1800 kilos sur le pont. Aussi, il est équipé d'un appareil de levage hydraulique.

L'horaire de ce traversier est :

Départ (Cap-aux-Meules)	8 h 00	15 h 00
Arrivée (Île d'Entrée)	9 h 00	16 h 00
Départ (Île d'Entrée)	9 h 00	16 h 00
Arrivée (Cap-aux-Meules)	10 h 00	17 h 00

Considérant le fait que ce service doit avant tout répondre aux besoins des membres de la collectivité de l'Île d'Entrée, nous pouvons constater que son horaire restreint à cinq heures la durée dont ils disposent pour leurs activités ou leur travail sur les îles principales. Cela est sans compter le temps nécessaire à l'embarquement et au débarquement des passagers et

¹⁷ Cette section concerne uniquement l'Île d'Entrée, puisque cette communauté anglophone n'est pas reliée au reste des Îles par le réseau routier.

marchandises. De plus, cette contrainte oblige parfois des séjours prolongés et des dépenses supplémentaires (exemple : une intervention médicale d'une durée de quelques heures peut parfois obliger le patient à se déplacer vers Cap-aux-Meules la veille, ce qui exige des dépenses pour l'hébergement et pour les repas ; autre exemple : il est impossible pour les résidents de voyager vers l'Île du Prince-Édouard sur le traversier sans s'héberger sur les îles principales la nuit qui précède le départ de même que la nuit de l'arrivée.)

Transport aérien (adaptation de Gagnon)

Une navette aérienne quotidienne entre Havre-aux-Maisons et l'Île d'Entrée complète le service de traversier lorsque la navigation est rendue difficile, c'est-à-dire entre le 31 décembre et le premier mai. La compagnie Icarus, propriété d'un résident de L'Étang-du-Nord, originaire de l'Île d'Entrée, assure ce service. L'avion a une capacité de charge de huit personnes ou de 1600 kg et contrairement au traversier, les résidents assument une partie des coûts reliés à ce service subventionné par le ministère des transports du Québec. Le tarif pour un aller-simple est de 12\$ pour les résidents et de 24\$ pour les non-résidents. De plus, certains coûts reliés au transport des marchandises sont exigés selon leur poids et leur volume. L'avion décolle de Havre-aux-Maisons et effectue deux allers-retours, soit à 8 h 30 et à 15 h 30, du lundi au vendredi. Il est à noter que pour les résidents, cet horaire cause le même type de problèmes que l'horaire du traversier local.

1.5.12 Loisirs

La communauté anglophone de Grosse-Île possède son propre comité des loisirs et bénéficie d'un gymnase où plusieurs activités sportives peuvent avoir lieu. De plus, les enfants peuvent fréquenter les arénas et piscine de l'archipel. Toutefois depuis le retrait de Grosse-Île de la municipalité des Îles-de-la-Madeleine et à cause de la non-régionalisation des comités de loisirs, certaines questions restent à être élucidées quant à l'accès aux ligues régionales de hockey et de soccer, par exemple, et à l'utilisation des infrastructures régionales. Un surplus de 25 % a été ajouté au prix d'inscription des enfants de Grosse-Île, lequel, pour la saison 2006, a été absorbé par le comité des loisirs local. Des familles de Grosse-Île rapportent qu'on donne à présent priorité aux enfants de la grande municipalité lors des inscriptions, ce qui n'est pas sans susciter leur colère. Il s'agit là de litiges politiques non résolus.

Les jeunes de 12-17 ans des communautés de l'Est (Grosse-Île et Grande-Entrée) n'ont plus accès à une Maison des jeunes, laquelle, située à la frontière des localités, a fermé ses portes

en 2003. Depuis, quelques activités sont organisées, sans toutefois avoir de lieu fixe et celles-ci se déroulent souvent uniquement en français. Ainsi on constate une participation plutôt sporadique de la clientèle anglophone. Certaines activités prennent place dans la salle municipale de Grande-Entrée, village voisin de Grosse-Île. Or ces dernières sont parfois offertes en parallèle avec celles offertes au gymnase de Grosse-Île, et ce en dépit du nombre de jeunes de plus en plus limité dans chacune des deux communautés limitrophes.

1.5.13 Organismes de développement (adaptation de Gagnon)

Les organisations suivantes sont des outils potentiels pour engager le dialogue, voire des partenariats de projets ou de programmes, entre les instances régionales et les membres des communautés linguistiques minoritaires, concernés par le développement tant local que régional :

Arrimage : Corporation culturelle ayant pour mission la concertation, le soutien et la planification en matière de développement des arts et de la culture, la consultation et la représentation des artistes et des organismes culturels et artistiques et la promotion des réalisations de ces milieux.

Attention Fragîles : Organisme à but non-lucratif (OBNL) ayant pour mission la sensibilisation, la mise en valeur et la protection du patrimoine naturel des Îles-de-la-Madeleine.

Le Bon goût frais des Îles : Regroupement de producteurs agroalimentaires, il a pour mandat de développer et de promouvoir la mise en marché des produits des Îles-de-la-Madeleine sur le marché local et provincial. Travaillant en étroite collaboration avec la *Table de concertation agroalimentaire* des Îles-de-la-Madeleine, cette association met également en place des partenariats entre les producteurs, les restaurateurs et les détaillants locaux.

CAMI (Council for Anglophones Magdalen Islanders) a pour mandat de promouvoir et protéger les droits des Madelinots anglophones dans des domaines comme la langue, les services sociaux de santé et d'éducation, dans des affaires juridiques et culturelles, en plus de travailler à la conservation du patrimoine. En place depuis 1987, cet organisme à but non lucratif et subventionné à près de 90% par le gouvernement fédéral a publié différents ouvrages historiques en plus de s'occuper de trois musées et des plaques commémoratives à travers l'archipel. Différents projets y ont aussi été réalisés, dont ceux reliés aux services de santé offerts à la population anglophone. En 2006, le CAMI avait quatre employés permanents et

quatre chargés de projets, en plus des deux postes offerts au cours de la saison estivale pour la visite guidée de la réserve écologique et historique de l'Île Brion.

CEDEC (Communities Economic Development and Employability Committee), est un organisme local implanté aux Îles-de-la-Madeleine depuis 2000 et relevant de la *Community Table*, cette dernière agissant à l'échelle de la province. CEDEC agit à titre de catalyseur pour stimuler et encourager les initiatives locales. Ce comité, formé de bénévoles, aide aussi à animer les discussions et à appuyer les projets visant le développement socio-économique dans la communauté linguistique minoritaire. Récemment les bureaux du CEDEC ont été déplacés de Grosse-Île au centre-ville de Cap-aux-Meules et une nouvelle directrice a été engagée en décembre 2006.

Chambre de commerce des Îles-de-la-Madeleine : Regroupant 250 membres (individus et entreprises), elle exerce un lobby du monde des affaires auprès des instances gouvernementales avec comme objectif principal d'accroître le développement économique des Îles-de-la-Madeleine.

CLD : Le Centre Local de Développement est un organisme sous la responsabilité de la Municipalité des Îles, ayant pour mission de soutenir le développement d'entreprises et de mobiliser les acteurs locaux en vue de favoriser le développement de l'économie et la création d'emplois sur son territoire dans le cadre d'un partenariat entre le gouvernement et la communauté locale. Dans le contexte de deux municipalités sur le territoire des Îles-de-la-Madeleine la question est posée, à savoir comment la municipalité de Grosse-Île peut bénéficier des services de cet organisme de développement.

Comité ZIP : Le Comité ZIP (zone d'intervention prioritaire) des Îles-de-la-Madeleine est un OBNL qui a pour mandat de favoriser des initiatives locales de protection, de restauration, de conservation et de mise en valeur des usages et des ressources des eaux et des rives du Saint-Laurent.

Conférence régionale des élu(e)s de la Gaspésie et des Îles (CRÉ-GIM): En regard du territoire régional (Gaspésie-les Îles), elle constitue un interlocuteur privilégié du gouvernement en matière de développement régional. Elle a pour mission de favoriser la concertation des

partenaires dans la région et de donner, s'il y a lieu, des avis au Ministre sur le développement de la région.

Agglomération des Îles-de-la-Madeleine : Fruit de la fusion de six municipalités de l'archipel, elle assume aussi les fonctions de MRC tant en matière d'aménagement du territoire qu'en matière de développement local. Les compétences qui relèvent de cette nouvelle structure sont les suivantes :

- L'évaluation municipale
- Le service de transport adapté
- L'assainissement de l'eau et la gestion des boues de fosses septiques
- L'élimination et la valorisation des matières résiduelles, la gestion des déchets dangereux domestiques et la collecte
- La sécurité publique (service d'incendie, sécurité civile) et le centre d'urgence 911
- Le développement économique : accueil et promotion touristique, CLD, centre de congrès, port, aéroport, parc industriel et aide à l'entreprise
- Équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif : piscine régionale, corporation culturelle Arrimage et Programme Villes et Villages d'art et de patrimoine
- Le réseau routier artériel

SADC : La Société d'aide au Développement des collectivités des Îles est un OBNL administré localement et financé par l'agence Développement économique Canada. Sa mission est de stimuler la prise en charge et la participation de la collectivité au développement économique local par des activités de concertation et de partenariat.

Association touristique régionale (ATR) : Regroupant plus de 300 membres de l'industrie touristique, l'ATR assure la promotion de la destination ainsi que la défense des intérêts de l'industrie. Elle a créé le Centre intégré de développement touristique qui vise le développement de nouveaux produits.

DEUXIÈME PARTIE ; SYNTHÈSE DES ENTRETIENS

Cette partie de notre étude fait état des renseignements recueillis au moyen des entrevues semi-dirigées et du sondage-éclair administré aux participants. Elle se divise en quatre sections, soit 1) le point de vue de la communauté sur le développement local, 2) la contribution des communautés anglophones à l'économie régionale, 3) les besoins et préoccupations des communautés anglophones et 4) les forces et faiblesses des communautés.

2.1 POINT DE VUE DES COMMUNAUTÉS SUR LE DÉVELOPPEMENT LOCAL

Les entrevues menées auprès de 20 personnes de la communauté anglophone des Îles nous ont permis de mieux comprendre la façon dont les membres de cette communauté perçoivent le développement économique local. Nos questions ont suscité maints échanges et discussions; et la synthèse des réponses est présentée ci-dessous. Quand il nous a semblé pertinent, nous avons présenté séparément les points de vue exprimés par les résidents de Grosse-Île et par ceux de l'Île d'Entrée, traitant ainsi des communautés anglophones, au pluriel. L'emploi du terme communauté au singulier, nous le rappelons, réfère à l'ensemble des membres de ces deux localités et des individus anglophones habitant le reste de l'archipel. Enfin, l'ordre dans lequel chacun des éléments apparaît reflète notre souci de présenter les réponses dans leur ordre d'importance, i.e. selon la fréquence de leur mention et l'insistance avec laquelle elles ont été apportées.

2.1.1 Changements perçus depuis les 20 dernières années

C'est de la **pêche** sans contredit qu'il a été question spontanément lorsqu'on s'est informé de ce qui a changé dans l'économie locale au cours des vingt dernières années. Les principaux changements relevés sont :

- La création de la coopérative des pêcheurs en 1993 et son effet bénéfique sur les prix offerts aux pêcheurs.
- Le boom économique dans l'industrie du homard, avec l'accroissement de sa valeur et de la demande pour le homard vivant.
- L'augmentation significative des coûts engendrés par l'acquisition du permis d'exploitation et de l'équipement nécessaires, ce dernier de plus en plus spécialisé, et par l'opération des bateaux.

- L'investissement, pour la relève, de plus en plus risqué, dû au prix des bateaux, des agrès, des instruments de navigation et du permis de pêche—au homard surtout— se chiffrent aujourd'hui à plusieurs centaines de milliers de dollars.
- L'état et la fluctuation des ressources halieutiques, avec la presque disparition de la morue il y a quelques années, et maintenant avec celle du hareng. Pour celui-ci, la pêche permise dans son lieu de frai (la lagune de la Grande-Entrée) a été pointée du doigt comme étant la cause de la baisse drastique des stocks, ces dernières saisons. Le maquereau a, de son côté, réduit de taille, ce qui rend sa pêche moins rentable. C'est par ailleurs la raison pour laquelle la coopérative des pêcheurs aurait cessé de traiter ce poisson. Enfin, seuls les stocks de homard ont su conserver une certaine régularité mais le poisson pêché comme appât pour la pêche au homard se fait plus rare et devient plus coûteux.
- L'augmentation du nombre de pêcheurs rattachés au port et au secteur de pêche de Grosse-Île ces dernières années, due à une relève locale achetant des permis de pêches appartenant à des pêcheurs débarquant auparavant dans d'autres ports de l'archipel. Ceci a pour effet d'accroître la pression sur les fonds de pêche au homard traditionnellement associés au secteur de Grosse-Île.
- La fermeture de l'un des plus vieux ports de pêche des Îles-de-la-Madeleine, celui de Old Harry. Ceci a eu entre autres pour effet de délocaliser les 35 pêcheurs qui utilisaient ce port à l'époque.
- Le réchauffement des eaux autour de l'archipel, qui affecte le déplacement des ressources halieutiques, parfois à la défaveur des pêcheurs madelinots.

L'**industrie touristique** a également subi certaines transformations. Cependant, les membres des communautés anglophones s'entendent pour dire qu'ils sont demeurés en marge de cette activité et que le peu de bénéfices qu'ils en retirent, en plus des inconvénients auxquels ils doivent faire face, risquent d'affecter l'attitude générale envers les visiteurs. De part et d'autre de la communauté anglophone (ici divisée selon la localité), les changements survenus au cours des dernières années dans cette industrie et qu'il nous a été possible d'identifier sont les suivants :

Grosse-Île

- L'augmentation du nombre de touristes de passage dans la communauté.
- L'augmentation de l'offre au niveau du logement, avec l'apparition d'un certain nombre de chalets et de maisons disponibles à la location.
- Le développement touristique de l'Île Brion.
- Le développement touristique de la réserve nationale de faune de la Pointe de l'Est.
- Le développement éco-touristique de l'Île Brion et la mise en place d'un protocole d'entente entre le Ministère du développement durable, de l'environnement et des Parcs et le CAMI, pour que celui-ci soit en charge d'en contrôler l'accès.
- La diminution de l'offre locale de services aux touristes avec la fermeture du restaurant dans le secteur Grosse-Île.
- L'église de la Holy Trinity (Grosse-Île) et son vitrail du Christ représenté en pêcheur, qui attirent plusieurs touristes chaque année. Le prêtre assure présentement l'accueil et l'information offertes à ces derniers : initiative personnelle du ministre à la suite du refus du gouvernement de financer l'embauche d'un étudiant à cette fonction.

Île d'Entrée

- L'augmentation du nombre de visiteurs sur l'île.
- L'augmentation de l'affluence au Musée de l'île.
- Depuis quelques années, l'augmentation des contacts avec l'Association touristique régionale ayant mené à un droit de regard sur la section de l'Île d'Entrée dans le guide touristique annuel.
- L'augmentation du nombre de visiteurs utilisant leurs propres moyens de transport pour venir à l'île.

Au niveau des **entreprises et des commerces**, certains changements ont été soulignés par les résidents de Grosse-Île :

- La disparition de la station-service située dans la localité de Grosse-Île, a été mentionnée par plusieurs individus alors que certains s'inquiètent d'une fermeture éventuelle de celle de Grande-Entrée.
- La fermeture de la coopérative d'artisanat de Old Harry, quelques années après son ouverture.
- La fermeture du restaurant dans le secteur Grosse-Île, ainsi que celle des quelques magasins dispersés dans la localité.
- Le départ du propriétaire d'une boutique d'artisanat à Old Harry et l'incertitude face au futur de cette entreprise.
- La dépendance accrue aux projets subventionnés et la disparition d'entreprises indépendantes.

Les **médias et communications** ont également été mentionnés dans les changements survenus dans la vie socio-économique des communautés.

- Plusieurs semblent amers devant l'arrêt du signal AM de la station radiophonique qui les reliait au reste des Maritimes. Ce lien n'est plus disponible que sur Internet.
- Le journal hebdomadaire *The First Informer* connaît présentement des difficultés et tente toujours de reconstituer une équipe capable d'assurer la poursuite de cette entreprise communautaire. Jusqu'à maintenant, et ce depuis 1985, l'hebdomadaire s'est autofinancé.

Dans le secteur de l'**éducation**, on a noté les changements suivants :

- La diversification du choix du lieu d'étude pour le niveau post-secondaire; les collèges anglophones et universités de Montréal s'ajoutant à l'Université de l'Île du Prince-Édouard comme principales destinations choisies.
- L'augmentation du nombre de jeunes diplômés originaires des communautés anglophones.
- La diminution du nombre de décrocheurs au niveau secondaire, spécifiquement chez les filles. On note par ailleurs une certaine diminution de la motivation chez les garçons.
- La diminution du nombre d'étudiants inscrits dans les écoles, ayant passé de 98 à 80 à Grosse-Île depuis les cinq dernières années et de 16 à 7 à l'Île d'Entrée, depuis 2005.

- Alourdissement de la tâche pour les enseignants avec l'augmentation des responsabilités (suite à la réforme scolaire, au développement des supports informatiques et à la demande accrue de soutien chez les jeunes).

La **chasse aux loups-marins** a elle aussi subi des changements au cours des deux dernières décennies selon les membres de la communauté anglophone rencontrés. On a pu constater :

- Une diminution de la période de chasse et de ses retombées économiques depuis l'interdiction de la chasse au blanchon.
- Une augmentation¹⁸ récente de la valeur des produits dérivés sur le marché (peau, biomolécules, viande, huile).

L'**agriculture**, davantage pratiquée sur l'Île d'Entrée, a subi un important déclin au cours des cinq dernières années. Toutefois, la culture de la patate bleue semble prendre une certaine importance, une culture traditionnelle pratiquée par un nombre grandissant de familles.

Au niveau des **loisirs, des arts et de la culture**, on note une diminution de l'offre d'activités dans les communautés anglophones, avec la fermeture du cinéma à Grosse-Île et la disparition des soirées dansantes hebdomadaires.

Finalement, sans être un secteur de l'économie proprement dite, les points suivants ont été mentionnés dans les réponses des personnes consultées. Nous avons regroupé ceux-ci dans les changements dits **socio-économiques**, c'est-à-dire se rattachant à la dimension sociale du développement économique.

- Le désintérêt de la population pour des emplois peu rémunérés.
- La réticence des jeunes à l'implication bénévole.
- La quasi-absence de pauvreté « réelle » ou financière.
- Un changement dans les habitudes de consommation générale (alimentaire, d'équipement électronique, de véhicules motorisés, etc.).
- L'augmentation et la diversification des besoins matériels.
- L'augmentation des revenus nets disponibles, en général.
- L'augmentation de la dépendance aux transferts gouvernementaux.

¹⁸ La hausse qu'avait connue le marché entre 2004 et 2006 semble toutefois connaître un ralentissement voire une baisse pour la saison 2007, pour revenir au taux de 2005 selon un des principaux acteurs de cette industrie locale (entrevue diffusée à la radio locale en date du 6 mars 2007).

- L'accessibilité accrue aux drogues, qui menacent le développement non seulement social mais économique des communautés.

2.1.2 Les entreprises, activités ou projets considérés comme étant un succès pour la communauté locale

Dans l'étude de la vision qu'ont les communautés de leur propre développement socio-économique, nous avons cru bon d'interroger les participants sur les entreprises, activités ou projets qu'ils considèrent comme étant une réussite au niveau local. L'identification de ces « succès » et la mise en évidence des facteurs qui auraient mené à la réussite aideront à identifier quelques-uns des éléments de la vie socio-économique considérés importants pour les communautés anglophones.

Grosse-Île

- La coopérative des pêcheurs est de loin l'entreprise qui suscite la plus grande fierté dans la communauté. Initiative locale développée et maintenue par l'effort conjoint de ses membres, la coop. a non seulement modifié la structure de l'industrie locale, elle a aussi contribué à l'augmentation du prix de la ressource et à la création de nombreux emplois dans la localité. Elle est passée de 27 membres à 72 en 13 ans.
- Le restaurant, casse-croûte, de Old Harry, qui dessert résidents et visiteurs plus de 10 mois par année. La bonne gestion de l'établissement semble expliquer la réussite de ce commerce, qui a changé maintes fois de propriétaires.
- Le CAMI, qui a pour mission de protéger les droits de la communauté anglophone des Îles et assure la conservation et la diffusion du patrimoine historique de celle-ci. La réussite de ses projets, grâce aux efforts, au dynamisme de ses membres et au soutien

Île d'Entrée

- La récente réfection du port de l'île. Non seulement celle-ci a facilité le transport maritime mais elle a aussi permis d'accroître la sécurité des utilisateurs.
- Le magasin qui sert les résidents de l'île depuis plus de quarante ans est considéré comme une réussite locale.
- Le musée d'histoire locale, animé par les résidents et qui attire chaque année un nombre grandissant de visiteurs.
- La formation des comités, d'abord celui du port et ensuite le *Future Committee*. La mise en commun des efforts ainsi que la

gouvernemental, permet d'offrir une quinzaine d'emplois, temporaires et permanents, à la communauté.

- Le musée des vétérans, qui assure la conservation de l'histoire et qui constitue également un attrait touristique pour le secteur.
- La patinoire extérieure, ouverte à l'hiver 2007. Elle répond aux besoins de la communauté et a été rendue possible grâce à la collaboration du comité des loisirs et de la coopérative des pêcheurs.
- Les commerces locaux, soit le dépanneur et la boutique/atelier de poterie, sont considérés des succès, par leur présence constante dans la localité et ce depuis plusieurs années.
- L'organisation de la paroisse et de ses églises est une réussite dans le sens où le déficit accumulé a considérablement diminué au cours des dernières années. Les levées de fond et la générosité des membres de la communauté ont permis ce redressement.
- L'école et plusieurs de ses activités sont considérées une réussite locale, offrant à la fois des emplois à une quinzaine d'individus diplômés (dont plusieurs originaires de la communauté) et assurant l'instruction aux jeunes de la communauté. Certains programmes, dont le tout récent *job shadowing*, (journée en milieu de travail pour les finissants) viennent de l'initiative du personnel, de l'ouverture du milieu et de la bonne participation des jeunes.

rotation des membres aux commandes de ces comités permet l'implication de tous dans le développement local.

2.1.3 Les entreprises ou projets ayant mené à une déception ou à un échec, selon la communauté

À l'opposé, les déceptions ou revers vécus par la communauté ainsi que les raisons qui expliquent ces dénouements négatifs serviront à approfondir notre compréhension du milieu et permettront une meilleure analyse de la situation actuelle. Ainsi, les expériences ci-dessous ont été mentionnées.

Grosse-Île

- La non-restauration du port de Old Harry. L'échec des efforts du comité de développement du port de Old Harry est considéré comme l'une des plus grandes déceptions. Les raisons de cet échec demeurent imprécises pour les membres de la communauté. On mentionne la lenteur des procédures pour l'obtention de financement, la tergiversation du MPO quant à l'avenir du dit port, le découragement des principaux acteurs.
- La coopérative d'artisanat de Old Harry. La fermeture et l'arrêt de ce jeune projet sont attribués au manque de financement permettant l'embauche d'un employé pour la saison estivale. La difficulté des membres à s'entendre sur la répartition des tâches aurait également nui à la poursuite de ce projet.
- Le restaurant situé dans le secteur Grosse-Île a fermé ses portes, éprouvant des difficultés à trouver des employés intéressés à travailler à l'année. « Les salaires dans le domaine de la restauration ne peuvent concurrencer ceux de la pêche et de l'assurance emploi », a mentionné un des participants.
- La fermeture de la station service et des

Île d'Entrée

- Le tour guidé de l'île à charrette, activité d'interprétation qui a dû cesser à cause de la trop faible demande. La période de visite trop courte et l'absence de publicité semblent être au nombre des raisons de cet échec.
- Le terrain de camping ne semble pas fonctionner, bien qu'il ne soit pas officiellement fermé. La trop faible demande, le manque de visibilité et la tendance des touristes à ne venir sur l'île que pour une très courte durée expliquent cette situation problématique.

magasins locaux marque la population de Grosse-Île qui se sent appauvrie et moins bien desservie. Toutefois, la tendance à s'approvisionner dans les marchés d'alimentation des îles centrales est pointée du doigt comme l'une des causes de ces fermetures.

- La réserve nationale de faune de la Pointe de l'Est semble susciter une certaine déception, quant au peu de retombées pour la communauté locale et aux contraintes imposées à l'utilisation de ces secteurs du territoire de Grosse-Île. Des conflits dans la gestion de ce lieu et la perte d'espace pour les activités traditionnelles semblent être parmi les causes de ce désenchantement.
- Le développement de l'aquaculture a été nommé parmi les sujets de déception. Alors que les membres de la communauté anglophone ont démontré un intérêt pour le développement de ces activités, force est de constater qu'il y a peu d'implication de ses membres dans les projets en cours.
- Le projet des Portes de l'Est, à savoir, un centre d'interprétation mettant en valeur l'écologie du territoire et la géologie des mines de sel. La déception concerne le peu d'implication de la communauté anglophone dans ce projet, qui à la base, souhaitait une coopération des deux communautés linguistiques de l'Est de l'archipel.
- Le projet d'élevage de visons. Les promoteurs du projet visant à implanter cet élevage dans le secteur de Old Harry ont dû abandonner leur

idée à la suite de craintes formulées à l'endroit d'impacts environnementaux négatifs.

- Le *First Informer*, pour ses conflits internes, l'absence de journaliste et l'incertitude vis-à-vis son avenir.

Enfin, on se désole parfois de la trop courte durée des projets subventionnés par les programmes gouvernementaux, qu'on souhaiterait voir s'implanter à plus long terme. La continuité de ces projets permettrait l'apprentissage, par des formations, et ils constitueraient un ancrage réel dans le développement local.

2.1.4 Secteurs de l'économie considérés importants et représentant un potentiel pour le futur

Dans un premier temps, les secteurs traditionnels et structurants de l'économie locale sont considérés importants. On souhaite ainsi leur maintien et leur consolidation, considérant qu'ils représentent un potentiel de développement pour le futur.

La grande majorité des participants nomment la **pêche au homard** comme étant l'activité qui domine le paysage économique de l'ensemble de la communauté anglophone des Îles-de-la-Madeleine. Fréquemment même, on évoque le nombre de maisonnées où au moins un des revenus dépend de cette industrie, c'est-à-dire la presque totalité — le « presque » ajouté simplement par souci de laisser une marge d'erreur.

Le **secteur touristique** est ensuite mentionné, suivi indubitablement du « mais », soulevant ainsi le peu de retombées directes pour la population d'expression anglaise et le désir mitigé de voir cette activité se développer davantage. L'accent, à Grosse-Île, est mis sur l'importance pour la communauté de maintenir la responsabilité d'une des principales attractions touristiques du territoire : l'Île Brion.

L'**industrie minière** joue également un rôle de première importance dans l'économie de Grosse-Île, et ce malgré la quasi-absence d'emplois occupés à Mines Seleine par les membres de la communauté.

Enfin, la **chasse aux loups-marins** est à mentionner, comme activité d'économie d'appoint, assurant quelques emplois tant au niveau de la chasse que de la transformation.

Cette dernière activité (chasse aux loups-marins) occupe par ailleurs une place importante dans l'économie de l'Île d'Entrée, où le nombre de chasseurs est plus élevé. La pêche y est bien sûr toujours présente, ainsi que le tourisme, pour lequel on exprime aussi des sentiments partagés. L'élevage de bovins et la culture de pommes de terre font également partie du paysage économique de l'île. La cueillette de petits fruits (fraise des champs) est une activité populaire, voire même un « atout » de l'Île d'Entrée, bien qu'il ne s'agisse pas d'une activité commerciale à proprement parler.

Dans un deuxième temps, si certains individus et organismes se penchent fréquemment sur la question des secteurs **représentant un potentiel de développement pour la communauté**, l'importance de la pêche et le succès de cette industrie leur laisse peu de temps pour réfléchir au développement des autres secteurs. Ainsi nous avons pu remarquer que la diversité des réponses provient principalement des participants n'oeuvrant pas dans ce secteur de l'économie.

Grosse-Île

La pêche : L'actuelle force de cette activité fait en sorte que son développement futur s'avère plus difficile à entrevoir. On mentionne le besoin de diversifier la ressource et les activités qui en découlent mais on note également la difficulté pour les usines de transformation de recruter tout le personnel nécessaire. À la saison 2006, l'usine de Grande-Entrée et la coopérative de pêcheurs de Grosse-Île ont eu recours à des travailleurs de Terre-Neuve, faute d'un nombre suffisant de travailleurs locaux disponibles. Ainsi, sans savoir exactement la façon dont ces idées pourraient être mises en actions, on mentionne de viser :

- La diversification des ressources pêchées (les espèces).

Île d'Entrée

La pêche : On mentionne un certain intérêt pour une meilleure gestion locale de l'activité et on émet l'idée de former une coopérative propre aux pêcheurs de l'Île d'Entrée.

L'amélioration du **transport** par voie maritime est perçue par les résidents comme étant le premier facteur potentiel de développement touristique mais aussi de stabilisation démographique.

- L'augmentation de la transformation de la ressource, sur le territoire.
- Une surveillance accrue pour la protection de la ressource (plus grand contrôle du braconnage).

Le tourisme : Malgré le désir mitigé de voir cette activité s'accroître, on s'entend pour dire qu'elle constitue un « coussin de sécurité », ou « *something to fall back on* » dans le cas de difficultés ou de l'effondrement de la pêche au homard. Ainsi, on suggère de développer :

- Une plus grande visibilité de la communauté anglophone dans la promotion régionale du tourisme.
- La promotion de la communauté anglophone auprès d'une clientèle anglophone des Maritimes et des États-Unis.
- L'écotourisme et le tourisme d'aventure.

Le développement d'entreprises locales : Si les membres de la communauté anglophone sont conscients de l'importance du tourisme, ils désirent avant tout le développement et l'amélioration de l'offre de services au niveau local, i.e. pour les résidents eux-mêmes. Ainsi, les suggestions suivantes ont été faites :

- Mettre la priorité sur le développement d'entreprises, plutôt que sur le développement de projets subventionnés.
- Augmenter le nombre de magasins sur le territoire.
- Créer un lieu de rencontre pour les membres de la communauté, ouvert à l'année. L'exemple d'un café ou petit restaurant a été donné.

Le tourisme : Il s'agit définitivement du secteur considéré comme potentiel de développement pour l'île, avec toutefois l'impératif d'assurer des bénéfices pour la population locale (résidents de l'Île d'Entrée). Si un comité se penche déjà sur la question avec un processus de développement en cours, certaines idées sont ressorties lors de nos rencontres :

- Accroître la promotion de l'île auprès des visiteurs.
- Développer une image de l'île, respectueuse de ses résidents et de leur mode de vie; travailler à la promotion de celle-ci.
- Développer le tourisme d'hiver avec, entre autres, l'observation des blanchons, activité touristique florissante pour le reste des Îles-de-la-Madeleine.
- Exploiter l'intérêt pour la fabrication et la mise en marché des cages à homard.

L'agriculture :

- Développer la culture de la

Au plan des **communications**, on entrevoit un potentiel dans :

- L'amélioration de l'accès à l'information locale anglophone.
- Le maintien et l'amélioration du contenu du journal local.

Le secteur **énergétique** n'a été que très peu abordé. Or la question du développement éolien commence à susciter un certain intérêt et le besoin de plus amples informations a été mentionné.

Le **transport** : Pour cette communauté linguistique dont les liens sont très forts avec les Maritimes, on déplore l'absence de liaisons directes avec l'Île du Prince-Édouard en période hivernale. Plusieurs ont des enfants qui y étudient et le transport aérien exige de passer par Québec ou Montréal, engendrant ainsi des coûts faramineux. Selon un des participants, « *the services are worse now than they were 30 years ago!* ».

Le potentiel de l'**aquaculture** a été nommé à quelques reprises, sans susciter d'énoncé particulier pour l'avenir.

patate bleue, en visant une éventuelle commercialisation à l'échelle locale.

2.2 CONTRIBUTION DE LA COMMUNAUTÉ ANGLOPHONE À L'ÉCONOMIE RÉGIONALE

La population anglophone des Îles-de-la-Madeleine, nous l'avons vu, représente moins de 6% de la population totale. Cette communauté linguistique minoritaire, joue pourtant un rôle majeur dans l'économie régionale. Ainsi, les entretiens effectués dans le cadre de ce travail nous ont permis d'identifier divers secteurs où l'implication des anglophones est notable. Nous avons aussi questionné les participants sur leur connaissance de la contribution des anglophones à la

vie socio-économique de l'archipel. Au total, cinq « champs d'implication » ont été notés. Nous en faisons état ci-après :

D'abord, sur le plan de l'**activité économique**, certainement le plus important en terme de valeur, est l'apport des anglophones à l'industrie de la **pêche**. Comme nous le soulignons plus tôt, les pêcheurs anglophones regroupés comptent pour le quart des permis de pêche au homard octroyés et ils assurent près du quart de la valeur des débarquements de homard, de même que des débarquements toutes espèces confondues. Cette activité à elle seule génère plusieurs emplois à la grandeur des Îles, en plus de bénéficier à l'ensemble de l'archipel par ses retombées économiques. La création d'emplois et les retombées économiques sont également sous-jacentes à l'opération de la **mine de sel**, laquelle occupe une portion importante du territoire de la municipalité de Grosse-Île.

La **participation économique** de la population anglophone à l'économie générale de l'archipel se doit aussi d'être mentionnée, dans le fait même que l'ensemble de cette communauté constitue une part importante de la **clientèle** de certaines entreprises. Parmi celles-ci, on nomme la coopérative d'alimentation de Havre-aux-Maisons, celle de Lavernière— où la presque totalité des résidents de l'Île d'Entrée sont membres— les institutions financières (Caisses populaires Desjardins et Banque Nationale du Canada) et certains restaurants de l'île centrale, très fréquentés par la population anglophone.

Mis à part quelques résidents de la communauté francophone ayant l'anglais comme langue maternelle et quelques anglophones qui travaillent au sein de la communauté linguistique majoritaire, la **main d'œuvre** anglophone, i.e. les membres des communautés anglophones, semble très peu participer au marché de l'emploi du reste de l'archipel. En effet, les anglophones travaillant dans des entreprises à l'extérieur de leur communauté ou dans les services publics sont très peu nombreux. Ce constat ne laisse pas indifférents certains membres de la communauté et des raisons ont été proposées pour expliquer cette faible implication des anglophones sur le marché du travail régional madelinot :

- D'abord, la non-maîtrise de la langue française pour un grand nombre d'anglophones expliquerait selon eux leur faible présence dans ces sphères socio-économiques.
- Plusieurs douteraient de leur capacité à fonctionner dans leur deuxième langue, les emplois exigeant souvent une excellente connaissance du français parlé et écrit et la connaissance de l'anglais présenté comme un simple atout.

- Le manque d'information quant aux emplois disponibles a aussi été mentionné, le journal local n'affichant que rarement les offres d'emplois et le journal francophone étant peu consulté.
- Le fait que la majorité des anglophones n'appliquent simplement pas sur les postes disponibles, puisque, remarque-t-on, la plupart détiennent déjà un emploi saisonnier dans le secteur de la pêche. On note également le besoin de développer l'initiative entrepreneuriale dans la communauté.
- Pour les résidents de l'Île d'Entrée, il est difficile voire impossible d'occuper un poste à temps plein sur les îles principales, considérant les horaires de transport limités.
- Enfin, une explication fort contestée par une grande partie des participants mais soulignée ardemment par certains : le peu d'anglophones employés sur le reste de l'archipel serait le reflet d'une discrimination de la part des francophones. Une certaine déception provient de refus essuyés par plusieurs membres de la communauté lors de leur recherche d'emploi. De plus, le fait que très peu d'anglophones aient été engagés pour les menus travaux municipaux au cours des années où toutes les municipalités étaient fusionnées a contribué largement à ce sentiment d'amertume. L'idée d'une telle discrimination envers les anglophones n'a toutefois pas été mentionnée par les résidents de l'Île d'Entrée.

En dépit du nombre restreint d'anglophones travaillant sur le reste de l'archipel, plusieurs **initiatives issues de leur communauté** ont contribué au développement économique et social de l'ensemble du territoire madelinot. Parmi ces initiatives ayant eu un impact, voici les principales :

- Un nombre important d'entreprises qui aujourd'hui sont devenues francophones ont été créées, à l'origine, par des membres de la communauté anglophone natifs de Cap-aux-Meules. Par exemple, on nomme les entreprises d'asphaltage, d'approvisionnement en essence et en huile. On attribue aussi les débuts de l'élevage de moules à des résidents de Grosse-Île.
- Plus récemment, on retrouve la coopérative des pêcheurs de Grosse-Île qui a modifié le paysage socio-économique de l'archipel, par ses prix concurrentiels offerts aux pêcheurs.
- Sur le plan social, la manifestation anti-drogues qui a eu lieu à l'automne 2006 a eu un impact positif sur l'ensemble de la communauté. Pour reprendre les termes d'un participant: « *the demonstration not only helped getting rid of drug dealers but*

succeeded in getting money from the government to get a full time officer working on drug issues, more officers patrolling and the info-crime line. Our action served the whole Magdalen Island community, and the file is now in Ottawa to get these services permanently».

Finalement, le CAMI a été mentionné comme ayant joué et jouant toujours un rôle dans la mise en valeur du patrimoine historique de la communauté anglophone, ce qui augmente la **valeur culturelle** de l'ensemble de l'archipel. En effet, la minorité linguistique du territoire madelinot contribue à la diversité culturelle des Îles-de-la-Madeleine, ou à sa « richesse culturelle » pour reprendre les mots de nos participants.

2.3 PRÉOCCUPATIONS, CHANGEMENTS SOUHAITÉS ET BESOINS COMPLÉMENTAIRES DE LA COMMUNAUTÉ ANGLOPHONE

À la suite de la mise en évidence des différents secteurs socio-économiques représentant un potentiel pour l'avenir de la communauté, certaines préoccupations et besoins complémentaires ont pu être exprimés par les participants. Ceux-ci sont ici regroupés selon un classement qui nous servira de trame d'analyse. Nous avons choisi de répartir ces propos selon qu'ils concernent des facteurs démographiques, politiques, économiques, d'organisation sociale, culturels et enfin écologiques. Une telle division est en partie empruntée à celle utilisée pour distinguer les facteurs essentiels au maintien de la vitalité d'une communauté linguistique minoritaire (Landry, 1994 :11).

2.3.1 Facteurs démographiques

Dans le but de ralentir la baisse démographique et de maintenir un bassin de population essentiel à la vie communautaire, différents besoins ont été exprimés. Parmi ceux-ci, on retrouve les préoccupations et changements souhaités au niveau de la mobilité, de l'éducation et des opportunités d'emplois; éléments interreliés. Ainsi, on ressent le besoin de :

- Améliorer la connaissance et la maîtrise de la langue française chez les jeunes anglophones, par des programmes d'immersion, des cours intensifs, et encourager à fréquenter le centre d'études collégiales des Îles¹⁹. La connaissance de la langue

¹⁹ Il est à noter que le CEGEP de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, campus de Gaspé, est le seul établissement collégial au Québec à offrir une formation en anglais.

française semble être le facteur dominant dans le choix des jeunes professionnels anglophones de s'établir sur le territoire madelinot.

- Augmenter les opportunités d'emplois professionnels pour attirer les jeunes diplômés.
- Accroître la visibilité des programmes d'aide, des services et des opportunités d'emplois.
- Sensibiliser les jeunes face aux emplois possibles dans l'archipel, pour que les choix de carrière se fassent de manière éclairée.
- Diversifier les cours offerts au niveau de l'éducation des adultes et de formation continue, pour attirer une clientèle élargie (ex. : cours de métier).
- Au niveau secondaire, élargir les champs d'étude— présentement limités aux matières académiques—dans le but de stimuler un plus grand nombre de jeunes et développer des compétences diverses (ex. : cours de musique, d'arts plastiques, d'art dramatique, d'informatique, de travaux manuels, etc.)
- Augmenter les possibilités d'études post-secondaires à distance.

2.3.2 Facteurs économiques

Dans ce champ, on retrouve les besoins et préoccupations associés aux différents secteurs de l'économie, donc industriel, touristique, technologique, énergétique, etc.

- Améliorer l'accès à l'information et le support organisationnel et financier pour la création d'entreprises locales.
- Offrir des formations en entrepreneuriat aux membres de la communauté.
- Développer des entreprises qui profiteront d'abord à la communauté locale.
- Accroître la visibilité et la promotion des deux communautés anglophones des Îles-de-la-Madeleine à l'extérieur du territoire.
- Augmenter les bénéfices de l'industrie touristique pour la communauté dans le but de modifier l'image de plus en plus négative de cette activité.
- Assurer le maintien de l'entente avec le Ministère du développement durable, de l'environnement et des Parcs quant au contrôle de l'accès à l'Île Brion, un élément majeur du patrimoine historique de la communauté anglophone.
- Sur le plan énergétique, améliorer l'accès à l'information quant aux alternatives d'avenir et associer la communauté dans les choix d'avenir.

2.3.3 Facteurs politiques

Ce troisième aspect de la vitalité d'une communauté linguistique fait référence au degré de représentation de ses membres au sein des gouvernements et dans la hiérarchie des pouvoirs

décisionnels (Landry, 1994 : 16). En dépit du mécontentement exprimé par certains et du contentieux qui sévit²⁰, cet aspect a été très peu traité dans les discussions sur les besoins, se rangeant davantage au niveau des préoccupations. Si la structure administrative municipale actuelle semble creuser un fossé entre les communautés francophones et anglophones (au niveau des autorités décisionnelles), plusieurs s'entendent pour dire qu'elle crée également une division sans précédent au sein même de la communauté de Grosse-Île. Enfin, en faisant fi des divergences d'opinion, force est de constater que, d'un côté comme de l'autre, on souhaite voir la situation se clarifier et que, à l'intérieur de la communauté anglophone, on s'inquiète de l'effet du fardeau fiscal imposé.

2.3.4 Facteurs d'organisation sociale et facteurs culturels

Les besoins relevés à ces niveaux sont variés, mais ont en commun l'idée de raffermir la cohésion sociale. Ainsi, on se préoccupe de ... :

- Mobiliser davantage les membres de la communauté, afin d'augmenter la participation dans l'organisation des différents projets, activités ou organisations. Pour l'instant, certains s'inquiètent du fait que « *the same people are involved in every organisation and this is not healthy* ».
- Accroître les activités offertes aux jeunes.
- Augmenter et améliorer le réseau d'information au sein de la communauté (médias). Pour l'instant, « *there is a big lack of communication ... no way to reach the whole community through the day, for emergency, for school closing²¹, for elections...* »
- Augmenter la couverture des événements au niveau régional, dans un échange d'informations réciproques (entre les deux communautés linguistiques).
- Amener les organismes de développement local à se pencher davantage sur les besoins de la communauté plutôt que sur ceux des visiteurs.

²⁰ En janvier 2007, la municipalité de Grosse-Île a sollicité l'aide du gouvernement fédéral (ministère des langues officielles) dans sa tentative de retrouver les pouvoirs d'avant la fusion de 2001. Dans une entrevue accordée à la radio locale, CFIM, le maire de Grosse-Île dénonce le traitement subi alors que la municipalité anglophone faisait partie, à titre d'arrondissement, de la grande municipalité des Îles-de-la-Madeleine et exprime son mécontentement devant le partage actuel des responsabilités au sein de la structure d'agglomération.

En réaction à la démarche de la municipalité de Grosse-Île, le maire des Îles-de-la-Madeleine s'est dit ouvert à chercher des solutions, lors d'une entrevue également diffusée en ondes et au cours de laquelle il a affirmé que des ajustements à la structure d'agglomération se devaient d'être apportés. À la suite de cet échange, par radio interposée, le maire anglophone a explicité ses propos dans une lettre ouverte publiée, en anglais et en français, dans le journal local, Le Radar.

²¹ À la suite des États généraux de la station de radio locale, tenus à l'hiver 2007, les fermetures d'école en cas d'intempérie sont annoncées dans les deux langues officielles, à l'émission du matin.

2.3.5 Facteurs écologiques

Ce dernier élément comprend plusieurs préoccupations, qui visent le maintien de la qualité de l'environnement et une protection accrue des ressources. On ressent le besoin de ... :

- Augmenter le contrôle et la surveillance des ressources halieutiques et entre autres réduire le braconnage du homard.
- Contrôler davantage l'utilisation de l'eau²² lors de la saison estivale et sensibiliser davantage les visiteurs à la précarité de cette ressource.
- Se questionner davantage sur la capacité physique du territoire d'accueillir un si grand nombre de visiteurs, quant à la gestion des déchets et au traitement des eaux usées.
- Mieux protéger la flore, la faune et les milieux naturels dans le but d'une utilisation durable de ses ressources (cueillette de petits fruits, sauvagine, ...).

Les préoccupations et besoins énumérés ci-dessus concernent l'ensemble de la communauté anglophone des Îles-de-la-Madeleine. Toutefois, quelques éléments distincts ont été mentionnés par les résidents de l'Île d'Entrée. En effet, la population de l'île, qui s'est munie d'un *Plan de développement stratégique orienté vers le tourisme*, a déjà fait l'exercice d'identification de ses besoins (voir le rapport de Luc Gagnon). Ainsi, plusieurs des éléments soulevés par les participants sont des besoins concrets, liés à des problèmes spécifiques.

Exclusifs à l'Île d'Entrée, on retrouve :

- L'amélioration des routes et des services de voirie (réduction de la poussière en été, déneigement en hiver, réfection d'une partie de la route érodée).
- L'acquisition d'un nouveau traversier et prolongation de sa période de service.
- L'attraction de visiteurs qui demeureront sur l'île pour une plus longue période.
- La promotion d'une image cohérente et respectueuse des résidents et de leur mode de vie (par opposition à une image folklorique).
- L'amélioration de la gestion des déchets.
- La vérification d'une possible contamination du sol due aux combustibles fossiles et aux matières toxiques provenant de carcasses de véhicules.
- L'installation de services sanitaires disponibles aux visiteurs.

²² Il est à noter que les communautés de l'Est de l'archipel et celle de l'Île d'Entrée s'approvisionnent à la nappe phréatique à partir de puits individuels. Les îles centrales sont pourvues de réseaux d'aqueduc municipaux.

2.4 FORCES ET FAIBLESSES DE LA COMMUNAUTÉ ANGLOPHONE

En 2000, le Comité national de développement des ressources humaines pour la communauté minoritaire anglophone publiait un rapport d'évaluation des besoins des diverses communautés linguistiques minoritaires à travers la province. Les forces et faiblesses de la communauté anglophone madelinienne telles qu'elles ont été évaluées à l'époque ont pu être commentées lors de nos entretiens, et ont servi à alimenter les discussions au cours desquelles d'autres points ont été soulevés.

Parmi les **forces** relevées par les membres de la communauté, nous trouvons :

- Une industrie de la pêche forte et dynamique.
- La qualité de l'institution scolaire, qui permet le maintien de la langue et de la culture.
- La solidarité et le « sens de la communauté », toujours fort, et ce en dépit des divergences d'opinion et d'un individualisme croissant.
- Une fierté locale de leur identité, de leur histoire et de leur patrimoine.

Les **faiblesses** de la communauté telles qu'identifiées par les membres rencontrés sont les suivantes :

- Le faible taux de bilinguisme dans la communauté.
- La dépendance à une seule industrie, la pêche, dont la durabilité de la ressource est incertaine.
- La dépendance au système d'assurance emploi qui nuit au leadership de la communauté.
- L'absence d'établissement d'éducation post-secondaire anglophone sur le territoire.
- La diminution de l'implication des jeunes dans les organismes communautaires.
- Les divisions politiques mais aussi personnelles au sein de la communauté.

TROISIÈME PARTIE : BILAN ET RECOMMANDATIONS

Après avoir établi le portrait socio-économique de la communauté anglophone des Îles-de-la-Madeleine à partir de diverses données, après avoir présenté la vision que les communautés anglophones ont du développement de leur propre milieu ainsi que de son apport au contexte socio-économique régional et après avoir fait état de leurs préoccupations et besoins, nous tenterons, dans cette troisième partie, d'indiquer quelques-unes des orientations ou des actions susceptibles de maintenir la vitalité de la communauté anglophone des Îles-de-la-Madeleine, communauté plurielle, répétons-le, et de contribuer à la poursuite de son développement socio-économique.

Sans porter de jugement ni hiérarchiser les changements souhaités par les participants et rapportés dans les deux précédentes parties du rapport (exercice qu'il serait pertinent de faire avec ces communautés), ce chapitre-ci tentera de mettre en évidence quelques éléments que nous considérons devoir être pris en considération par les organismes qui ont à intervenir avec la communauté anglophone des Îles-de-la-Madeleine pour soutenir son développement.

La vitalité d'une communauté linguistique minoritaire peut être évaluée à l'aide de différentes approches. En sciences sociales, il est fréquent d'établir des diagnostics de vitalité, à l'aide d'études quantitatives qui cherchent à chiffrer le degré ou l'intensité de la vitalité à partir d'indicateurs objectifs, tels que les taux d'activité ou de chômage dans la collectivité, ou encore le degré de scolarité des personnes. Le présent travail a plutôt emprunté un cadre qualitatif qui permet, souhaitons-nous, de déceler des directions à prendre, à partir de l'écoute des acteurs et d'une compréhension en profondeur de la réalité locale.

Le bilan et les recommandations qui suivent considèrent l'ensemble des données recueillies, les changements perçus, les secteurs importants et potentiels de développement, la contribution relative de la communauté anglophone et les besoins, préoccupations mais aussi les forces et faiblesses de cette population. Tout en étant conscientes de l'interrelation entre les aspects démographiques, économiques, politiques, institutionnels, sociaux, culturels et écologiques dans la dynamique ou la vitalité d'une population, il nous a semblé pertinent de considérer séparément chacun de ces facteurs.

3.1 FACTEURS DÉMOGRAPHIQUES

Statistiques et opinions convergent; la population anglophone des Îles diminue, lentement à Grosse-Île, plus drastiquement à l'Île d'Entrée, alors qu'elle tend à augmenter dans les îles centrales. La proportion de jeunes y est plus élevée et le taux de scolarité y est plus faible que dans les autres localités prises ensemble. Accroître la possibilité pour les jeunes de s'instruire, de compléter leur éducation et de revenir s'installer semble être devenu une priorité. Un faible taux de bilinguisme constitue assurément un obstacle à l'intégration des communautés anglophones au reste de l'archipel, et un facteur significatif dans le départ des jeunes vers les provinces anglophones.

Le système scolaire est apprécié pour son encadrement et sa qualité d'enseignement, et sa réussite à assurer la conservation de la langue maternelle, de la culture et du sentiment d'appartenance pour les jeunes de la communauté. L'importance de l'éducation pour cette dernière est manifeste par le nombre grandissant de diplômés et un taux de décrochage à la baisse. Le système nécessite toutefois quelques ajustements, au plan de la formation continue et de l'offre de programmes au niveau secondaire, pour l'instant centrés sur un cheminement exclusivement académique. Enfin l'institution scolaire représente un aspect positif des communautés anglophones des Îles, créant des emplois professionnels dans les localités.

À la suite de ces considérations et dans la perspective du maintien de la vitalité, du point de vue démographique de la communauté anglophone des Îles, **nous recommandons** :

- La promotion de l'apprentissage de la langue seconde, par l'offre de cours intensifs, de programmes d'immersion, d'échanges inter-linguistiques, etc.
- Le soutien nécessaire au maintien des deux établissements scolaires anglophones du territoire.
- La diversification de l'offre de programmes et de cours au niveau secondaire.
- L'établissement de services d'orientation, de stages et autres activités visant la sensibilisation des jeunes aux opportunités locales d'emplois.

3.2 FACTEURS ÉCONOMIQUES

3.2.1 La pêche

La pêche— au homard surtout— est à la base de la structure économique locale. Dans la communauté anglophone, la quasi-totalité des foyers y tire un revenu. Elle maintient le dynamisme de la communauté et permet par-dessus tout la poursuite d'une activité traditionnelle, en lien avec l'histoire de la communauté. Il s'agit d'une source de fierté locale et d'attraction, en plus de représenter des revenus très appréciables. La création de la coopérative des pêcheurs est une initiative d'organisation locale qui montre que la communauté a su ajuster ses pratiques aux opportunités du marché et que, de plus, elle est active, jouant un rôle d'influence sur l'ensemble de l'industrie locale et régionale. En matière de contribution régionale, nous le rappelons, les pêcheurs anglophones sont responsables du quart des débarquements de homard de l'ensemble de l'archipel.

La dépendance à une ressource unique et vulnérable rend toutefois l'avenir incertain. La pêche semble de plus avoir jusqu'à maintenant canalisé le temps et l'énergie de la majeure partie de la population active, ce qui a pu avoir pour effet de restreindre le développement des autres secteurs.

On s'inquiète de la fluctuation des stocks de homard comme de celle des autres ressources halieutiques. Les changements d'ordre biophysique (réchauffement de la mer), l'augmentation des coûts d'opération et une pression accrue sur la ressource font de la pêche un secteur d'investissement audacieux, pour la relève entre autres.

3.2.2 Le tourisme

La population anglophone ne paraît pas avoir complètement intégré le développement touristique dans sa structure économique, ni ne semble bénéficier de ses retombées de façon significative. Toutefois le phénomène est relativement jeune. Les personnes rencontrées reconnaissent les atouts et le potentiel de développement de leur milieu de même qu'elles sont conscientes des exigences inhérentes à l'organisation de l'accueil et des services aux touristes. Toutefois, il nous a semblé que ces communautés avaient besoin de trouver un point d'ancrage pour ces nouvelles activités et se pencher sur les questions suivantes: qui devrait s'occuper du développement touristique local? Quels mécanismes de liaison devraient être établis avec l'Association touristique régionale? Y a-t-il des entreprises locales à développer? La SADC et le

CLD peuvent-ils promouvoir et soutenir les initiatives entrepreneuriales auprès des jeunes et de la communauté anglophone en général?

Les problèmes d'organisation municipale qui ont marqué la communauté de Grosse-Île depuis le début de la décennie ne sont peut-être pas étrangers au ralentissement du développement touristique senti dans la communauté. Le sommet économique de 1999 et le forum touristique tenu en 2000 semblaient offrir un avenir prometteur pour cette industrie, mais les projets alors présentés ont depuis échoué ou ont été, en partie, abandonnés. Certains des acteurs impliqués dans ces projets ont en effet été touchés par les changements et les conflits politiques qui ont suivi, ces derniers ayant causé découragement et désengagement.

3.2.3 Entreprises et commerces

On observe un effritement de l'activité commerciale au sein de la communauté anglophone (Grosse-Île principalement). Les personnes rencontrées ont déploré une série de fermetures et la réduction de la diversité des commerces de proximité. Il est difficile de voir s'il s'agit de déstructuration réelle ou d'une réponse aux impératifs d'aujourd'hui, commandant soit un volume d'activités ou de clientèle de plus en plus important, soit une spécialisation du commerce. Le contexte démographique est certes un facteur expliquant ces fermetures mais le changement dans les habitudes de consommation de la population et les déplacements accrus vers Cap-aux-Meules, le centre administratif et commercial de l'archipel, jouent indubitablement un rôle dans cette réalité.

On espère néanmoins voir l'offre de services et de commerces s'accroître dans la localité de Grosse-Île, dans le but d'y rétablir des services de proximité et, conséquemment, d'y maintenir la vitalité. Notons que les entreprises toujours en place dans l'ensemble de la communauté anglophone sont une source de fierté locale, la population valorisant la longue durée des commerces et l'indépendance vis-à-vis les transferts gouvernementaux (projets subventionnés, assurance-emploi, etc.). Le CAMI fait néanmoins exception à cette distinction, jeune initiative collective suscitant satisfaction et fierté pour les projets qu'elle a mis sur pied et pour l'offre régulière d'opportunités d'emplois dans la communauté. Enfin le mouvement coopératif s'est avéré une réussite dans le paysage socio-économique de la communauté, une réussite dont on peut s'inspirer pour le développement à venir. D'ailleurs, à l'Île d'Entrée, le projet d'une coopérative de pêcheurs est en réflexion.

3.2.4 Les médias, communications et transports

Nous remarquons que les frontières, pour la communauté anglophone des Îles-de-la-Madeleine, dépassent largement les limites du territoire madelinot. En effet, les liens (historiques, de parenté et de commerce du poisson) encore très forts avec les provinces maritimes créent le sentiment d'appartenance à la majorité linguistique de cette région du Canada et diminuent le sentiment de faire partie de la minorité linguistique québécoise ou locale. La perte du signal radiophonique, qui reliait la communauté à Charlottetown, contribue à l'impression d'isolement d'autant plus qu'aucun transport direct, maritime ou aérien, ne relie les Îles-de-la-Madeleine à l'Île du Prince-Édouard en période hivernale. Ainsi que ce soit au niveau des médias d'information ou des transports, l'inaccessibilité à ce qu'ils perçoivent comme faisant partie de leur communauté provoque une certaine désolation.

Les communications sont un élément majeur de cohésion sociale au sein d'une communauté et malgré que plusieurs structures de communication soient en place pour la population anglophone, des lacunes ont été identifiées. On relève d'une part un manque au niveau de l'information locale diffusée dans la langue anglaise, la communauté ne se sentant pas pleinement desservie par les médias locaux. Les activités régionales ne sont que partiellement couvertes par le média imprimé anglophone tandis que la barrière linguistique limite l'accès aux médias francophones de l'archipel. D'autre part, les membres de la communauté anglophone déplorent le manque d'intérêt pour les événements touchant leur communauté, et le peu d'espace alloué à leurs préoccupations dans les médias francophones. La communication, via les médias, est donc réduite, tant au sein de la communauté qu'entre les deux communautés linguistiques de l'archipel.

3.2.5 Chasse aux loups-marins

Elle constitue une activité traditionnelle d'économie d'appoint, complémentaire à la pêche et est pratiquée par une partie importante de la population de l'Île d'Entrée et à un degré moindre, par les résidents de Grosse-Île.

3.2.6 L'aquaculture

Plus éloignée de l'activité traditionnelle, elle n'implique que très peu les membres de la communauté anglophone. La productivité incertaine et une rentabilité sur le long terme, ou une rentabilité inférieure à celle de la pêche au homard sont certainement des critères qui font en sorte que cette dernière, la pêche, est demeurée jusqu'à présent le principal attrait pour la

relève anglophone. On demeure néanmoins conscient qu'il s'agit là d'un secteur potentiel de développement, dans l'éventualité d'une baisse de rentabilité de la pêche traditionnelle.

3.2.7 L'agriculture

Exclusive à la communauté de l'Île d'Entrée, l'industrie a néanmoins connu un déclin au cours des cinq dernières années. La culture de la pomme de terre maintenant pratiquée par la presque totalité des résidents de l'île à des fins personnelles, représente par ailleurs un potentiel de développement pour un marché local. Il est toutefois possible que l'importance de la pêche et maintenant du développement touristique sur l'île occupent la majeure partie de la population active, au moment de l'année où cette activité agricole se doit d'être pratiquée.

À ce bilan relatif aux facteurs économiques s'ajoutent les éléments spécifiques à chacune des communautés :

Grosse-Île

- Attitude mitigée face au développement touristique tel que mené jusqu'à présent.
- Ralentissement du développement touristique local entre autres dû aux bouleversements administratifs et politiques des dernières années qui ont monopolisé temps et énergie.
- Menace d'arrêt de l'accord entre le CAMI et le MDDEP, quant au contrôle de l'accès à l'Île Brion.
- Déception face à une série de fermetures dans les services de proximité.
- Intérêt important pour la création d'entreprises et commerces locaux.
- Besoin d'autonomie locale couplée avec le besoin d'une participation aux instances régionales.

Île d'Entrée

- Désir partagé d'implication dans le processus de développement de l'activité touristique.
- Processus enclenché de développement local et de planification touristique
- Désir d'une collaboration accrue avec la communauté francophone dans le secteur touristique.
- Formation de comités et participation collective à cette fin.
- Préoccupation face à la qualité des services reçus (routes, traversiers) et de leurs impacts possibles sur le développement local.

Considérant l'ensemble des éléments ci-dessus, qui contribuent comme facteurs économiques à la vitalité des deux communautés anglophones de l'archipel, ... **nous recommandons de:**

- Envisager, avec les communautés elles-mêmes, les moyens à prendre pour maintenir la vitalité locale et particulièrement pour maintenir l'activité de pêche côtière et envisager, de façon préventive, les moyens à prendre pour diminuer la dépendance à la seule ressource, le homard.
- Soutenir l'intérêt, la formation et l'accessibilité de la relève à la pêche et aux autres activités de travail de la mer, dont l'aquaculture.
- Maintenir le dynamisme actuel et l'optimisme pour l'avenir par, entre autres, la mise en place de programmes de conservation des ressources, dont la surveillance accrue.
- Encourager les populations anglophones à mieux définir leur potentiel et à assumer leur part de responsabilité dans le développement de l'industrie touristique local et dans la promotion de celle-ci.
- Assurer que l'intérêt communautaire soit pris en compte dans le renouvellement du protocole d'entente entre le CAMI et le MDDEP quant au contrôle de l'accès et de la mise en valeur de l'Île Brion.
- Accroître la visibilité et l'accessibilité des programmes et services de soutien et d'aide au développement socio-économique et aux entreprises, par la diffusion de l'information sur ceux-ci dans les deux langues officielles.
- Offrir des formations d'entrepreneuriat aux membres de la communauté et encourager l'esprit d'entreprise.
- Permettre la réalisation d'études de marché (incluant la formule coopérative), assurer le maintien et soutenir l'implantation de services et commerces de proximité.
- Assurer le maintien de la communication/diffusion d'information (via les médias) à l'échelle locale et augmenter les échanges au niveau régional.
- Tenir compte des priorités locales dans le développement socio-économique de l'archipel.
- Inclure les préoccupations et besoins de la communauté anglophone en matière de transport inter-îles (Île d'Entrée) et avec le continent (les Maritimes) dans l'analyse et les démarches d'amélioration des services de transport des Îles-de-la-Madeleine.

3.3 FACTEURS POLITIQUES

Il importe, pour une communauté linguistique minoritaire, d'avoir une place dans les instances décisionnelles. Si les résidents de l'Île d'Entrée se sont dotés d'un comité visant la collaboration avec leur conseiller de district électoral (niveau municipal), ils ont cependant perdu leur voix au sein du conseil municipal. Les résidents de Grosse-Île quant à eux, ont préféré, en 2005,

reprendre leur statut de municipalité, au sein d'une structure nouvelle, celle de l'agglomération des Îles-de-la-Madeleine.

Dans le cas de Grosse-Île, des tensions sont aujourd'hui palpables ; la communauté semble divisée de l'intérieur et en désaccord avec la situation municipale régionale. Pour éviter une escalade des tensions, la municipalité de Grosse-Île s'est adressée à Ottawa, a demandé l'intervention d'un tiers. De notre point de vue, cette demande est légitime et confirme le sens des responsabilités de cette communauté qui, à quelques reprises dans son histoire, a pu voir sa situation s'améliorer par l'intervention d'un acteur neutre, capable d'objectivité. Prenons pour exemple les audiences publiques ayant précédé l'implantation de la mine de sel.

Une redéfinition et un réajustement de la structure municipale sont souhaités. La structure d'agglomération semble toujours créer des ambiguïtés, structure selon laquelle la municipalité-centre joue également le rôle de MRC. Nous constatons en effet que la structure administrative n'est pas clairement définie ou perçue. Dans les textes vitrines de la Municipalité des Îles-de-la-Madeleine (dont le site Internet) la présence de la municipalité anglophone n'est aucunement mentionnée, pas plus qu'on y retrouve des liens qui pourraient nous guider vers des informations concernant cette dernière. Dès lors qu'il s'agit de l'agglomération, de la MRC ou d'une municipalité, il serait souhaitable de faire la distinction entre ces divers paliers, redonnant par le fait même une visibilité à la municipalité anglophone et ce, malgré les divergences et difficultés qui existent entre ces entités. Ainsi **nous recommandons de** :

- Départager les responsabilités et les services relevant de la Municipalité des Îles-de-la-Madeleine, de la MRC et de la structure d'agglomération, afin de réduire les malaises entre ces instances et la Municipalité de Grosse-Île.
- Effectuer un travail d'analyse et d'évaluation des effets de la fusion/défusion sur le développement local et sur les relations au sein de la communauté de Grosse-Île et ensuite entre les communautés linguistiques majoritaire/minoritaire.
- Rechercher et énoncer des objectifs communs et augmenter la communication entre les différentes parties de la structure d'agglomération.

3.4 FACTEURS D'ORGANISATION SOCIALE ET FACTEURS CULTURELS

On remarque un fort sentiment d'appartenance au sein de la communauté anglophone, un optimisme face à son avenir, une solidarité toujours existante et une fierté locale. Ces traits sont partagés par l'ensemble de la communauté, malgré une légère diminution du « sens de la communauté » due, d'après certains, à une montée de l'individualisme et selon d'autres, aux chicanes politiques qui ont affecté la communauté de Grosse-Île.

On dénote de surcroît une tendance à la baisse dans l'implication communautaire pour la communauté de Grosse-Île²³, une concentration des personnes impliquées et une diminution de la motivation chez les jeunes. Cette dernière pourrait être attribuée, selon Stuart Richards (1982) et certains de nos participants, à l'augmentation du sentiment de sécurité généré par le support financier gouvernemental. En effet l'assurance-emploi, bien qu'essentielle aux yeux de plusieurs et effectivement importante dans la composition du revenu des particuliers, est pointée du doigt comme facteur contribuant à réduire l'initiative collective.

À l'Île d'Entrée, on considère l'implication communautaire comme une force collective. La formation de comités a permis, au cours des cinq dernières années, de mettre sur pied divers projets bénéfiques à la collectivité.

Finalement et dans un autre ordre d'idées, les relations entre anglophones et francophones sur le plan personnel sont perçues de façon très positive par la majeure partie de la communauté. Néanmoins, une méconnaissance subsiste entre les deux communautés, que ce soit par le manque de couverture de leurs médias respectifs, par les différences culturelles ou encore par la barrière linguistique.

Nous recommandons de :

- Implanter, du moins pour un certain temps, un service de traduction/d'interprète qui permettrait l'amélioration des échanges, lors de rencontres ou conférences régionales d'intérêt commun.

²³ Les résultats de notre sondage-éclair (Annexe C) montrent une grande propension des répondants à s'impliquer dans leur communauté respective. Toutefois, l'échantillon restreint de ce sondage ne peut lui donner la portée d'un résultat d'enquête quantitative, et ne peut absolument pas mener à des généralisations. En effet, cette réponse (biaisée par le choix même de nos participants qui sont pour la plupart déjà impliqués dans la vie communautaire) est en contradiction avec certains de leurs propos, lesquels relatent une baisse générale de l'implication, accentuée chez les jeunes.

- Accroître l'accès aux programmes et aux organismes de développement, mis en place pour desservir l'ensemble de la communauté madelinienne.
- Mettre en place des moyens d'accroître la connaissance et la reconnaissance réciproques, pour une plus grande intégration des communautés anglophones et francophones— celle-ci essentielle, nous semble-t-il, au développement socio-économique de l'ensemble de l'archipel.

3.5 FACTEURS ÉCOLOGIQUES

Ces derniers facteurs de maintien de la vitalité s'inscrivent dans le concept très large de développement durable. L'extrême dépendance des communautés de l'archipel au milieu naturel, que ce soit au niveau des ressources (eau, faune, flore), des paysages et d'un mode de vie basé sur l'exploitation des ressources naturelles, activités traditionnelles, ainsi que l'extrême vulnérabilité de ce milieu, rendent impérative la protection de celui-ci. Au sein de la communauté anglophone, on se soucie de l'exploitation illégale des ressources halieutiques et de l'inefficacité des mesures mises en place pour les protéger. Les questions de développement énergétique et d'implantation d'une aire marine nationale de conservation (AMNC) sont quant à elles accueillies avec un certain scepticisme, plusieurs semblant craindre une éventuelle exclusion des anglophones du processus décisionnel et de gestion du territoire.

Ainsi, nous recommandons de :

- Assurer l'accessibilité des anglophones à l'information sur toute question concernant leur environnement et la gestion de leur territoire.
- Assurer la participation des communautés anglophones locales lors de consultations et dans les décisions touchant tout développement susceptible de modifier leur milieu ou leur mode de vie.

RÉSUMÉ DES CONSTATS ET RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES

Par le tableau ci-dessous, nous cherchons à résumer, par une liste, les constats qui se dégagent et qui particularisent le portrait socio-économique de la communauté anglophone des Îles-de-la-Madeleine. Nous faisons suivre cette énumération d'une série de recommandations.

Démographie

Pendant que les deux communautés anglophones voient leur population baisser — tranquillement ou drastiquement— la population anglophone établie dans les autres localités affiche au contraire une certaine hausse.

La proportion du nombre de jeunes âgés de moins de 25 ans diminue dans la communauté anglophone mais demeure plus élevée que pour le reste de l'archipel.

La fréquentation d'écoles francophones par les jeunes anglophones est un phénomène relativement nouveau.

Le développement de moyens nouveaux, tels que l'éducation post-secondaire à distance, l'offre accrue de programmes de formation continue et la diversification des choix de cours au niveau secondaire pour rejoindre des secteurs moins académiques, est un besoin.

L'itinéraire des jeunes anglophones se diversifie au fil des ans avec le choix de la métropole provinciale comme lieu d'études et l'Ouest canadien, comme lieu de travail.

Des pêcheurs de l'Île d'Entrée choisissent de prendre une seconde résidence, sur les îles principales ou à l'Île du Prince-Édouard, mais retournent à leur lieu d'origine pour la saison de pêche.

Économie

Les taux d'activité et d'emploi au sein de la communauté anglophone sont plus élevés que pour l'ensemble des Îles-de-la-Madeleine.

L'impression d'aisance financière qui se dégage de la lecture des revenus de la communauté anglophone (plus élevés) s'estompe quand on considère l'augmentation faramineuse des coûts reliés à la pratique de l'activité principale, la pêche, la dépendance presque exclusive à ce secteur d'emploi, la vulnérabilité de ce secteur primaire et la part importante des transferts gouvernementaux dans les revenus.

Deux secteurs de l'économie des communautés anglophones ont une portée régionale, la pêche et la mine.

La quasi-totalité des familles anglophones de l'archipel dépendent, entièrement ou en partie, de la pêche au homard.

La création de la coopérative des pêcheurs à Grosse-Île a permis une réelle prise en charge du développement socio-économique par cette communauté anglophone. Fierté locale, elle semble aussi servir de modèle à l'autre collectivité anglophone et, peut-être, à d'autres secteurs d'activités dans l'avenir.

La communauté anglophone est restée en marge du développement touristique des Îles-de-la-Madeleine. L'Île d'Entrée a mis sur pied un *Plan stratégique de développement orienté vers le tourisme*, pour accroître les retombées de ce secteur au niveau local. À Grosse-Île, ce secteur, semble-t-il, a été ralenti par l'omniprésence de l'activité première, la pêche, et par les bouleversements et le contentieux dans l'organisation municipale des dernières années.

Des liens économiques importants, et de longue date, existent entre la communauté de Grosse-Île et celle de Havre-aux-Maisons tandis que l'Île d'Entrée ressert de plus en plus ses liens économiques avec l'Île de Cap-aux-Meules.

Le CAMI est une initiative locale qui représente et dessert d'emblée les deux localités anglophones.

Les services de communication (médias) sont réduits et le seul média imprimé de la communauté anglophone des Îles-de-la-Madeleine traverse des difficultés. Un projet de partenariat entre la SADC, le First Informer et CFIM est en train de se définir, projet qui vise à l'amélioration de l'accessibilité de l'information pour la communauté anglophone.

Les résidents de l'Île d'Entrée assument une double insularité, pourrait-on dire. L'obligation d'emprunter deux traversiers pour se rendre sur le continent est doublement coûteux en temps, et autres tracasseries insulaires. Il leur est présentement impossible d'occuper un emploi à temps plein sur les îles principales, et ce, dû à l'horaire restreint des transports offerts.

Le secteur des transports constitue donc une priorité pour les résidents de l'Île d'Entrée et un facteur de développement économique important. Ils demandent, entre autres, un nouveau traversier qui les relie à Cap-aux-Meules et une amélioration des routes sillonnant leur territoire.

La communauté anglophone désire prendre part aux processus de planification et de décisions reliés au développement énergétique et aux autres secteurs de développement régional, dont l'aquaculture et le tourisme.

Politique

Le choix de Grosse-Île de retrouver une certaine autonomie a créé une scission entre les communautés francophones et anglophones de même qu'il a créé des tensions au sein de la population de Grosse-Île.

La population de l'Île d'Entrée a formé un comité consultatif qui rencontre, sur une base régulière, leur conseiller municipal ce qui leur assure une plus grande représentation de leurs demandes au niveau municipal.

Une distinction et clarification des structures municipales et d'agglomération sont nécessaires, tout comme la redéfinition du partage des responsabilités, des équipements, des services de culture et de loisirs au niveau régional.

La municipalité de Grosse-Île affiche un urgent besoin d'infrastructures municipales, étant présentement contrainte d'utiliser le sous-sol d'un citoyen comme salle de conseil.

Organisation sociale et culture

La communauté a démontré au cours de l'histoire une grande vitalité. Elle a démontré qu'elle est capable de s'organiser, d'exprimer ses besoins et de demander l'aide ou l'intervention d'un tiers acteur dans une situation conflictuelle.

Une meilleure connaissance des ressources d'aide au développement est nécessaire.

Les institutions, dont l'Église anglicane et les écoles, sont d'une grande importance pour la communauté anglophone et pour le maintien de leur langue, de leur religion et de leur culture.

Écologie

La communauté anglophone se préoccupe de la gestion de son territoire et de la conservation des ressources naturelles (poisson, homard, eau potable, etc.).

Au-delà des recommandations spécifiques que nous avons mentionnées en 3^{ème} partie du rapport, nous nous permettons d'en ajouter quelques-unes, d'ordre plus général, qui pourront peut-être favoriser le développement socio-économique non seulement de la communauté anglophone mais aussi de l'ensemble de la communauté madelinienne.

- Susciter un moment d'échanges, une sorte de forum au niveau régional, réunissant les organismes de développement socio-économique (SADC, CLD, Carrefour jeunesse Emploi, CRÉ-GIM, CEDEC, etc.) et les organismes desservant les communautés anglophones, pour partager la connaissance des besoins de ces communautés et pour envisager les moyens d'y répondre. Il importe d'amener les différents acteurs à mettre en commun leurs ressources et compétences respectives et à s'interroger sur la place accordée à la communauté anglophone dans la dispensation des services.
- Favoriser l'analyse, par les communautés anglophones elles-mêmes et par la communauté majoritaire également, de la situation de dépendance de l'économie de plusieurs collectivités de l'archipel à une ressource naturelle presque exclusive, le homard, et à une activité principale, la pêche.
- Associer les communautés dans la recherche des moyens à prendre pour évaluer et, s'il y a lieu, pour renouveler les conditions de pratique de la pêche de manière à maintenir la qualité et l'accès aux ressources halieutiques et pour diversifier les activités liées à l'exploitation de la mer, dont l'aquaculture.
- Favoriser l'autonomisation (*empowerment*) de la communauté anglophone en augmentant la prise en charge et l'implication dans les processus de planification et de décision, et ce, dans les différents secteurs dont le tourisme et le développement d'entreprises, au niveau local et au niveau régional.
- Favoriser la reconnaissance par la communauté majoritaire, francophone, de l'apport de la communauté anglophone à la richesse culturelle et au développement socio-économique de l'archipel madelinot. Augmenter par la même occasion le sentiment d'appartenance de la communauté linguistique minoritaire à la communauté madelinienne.
- Permettre une redéfinition et un réajustement de la structure d'agglomération visant à clarifier les différents paliers et à satisfaire chacune des municipalités, en plus d'assurer à chacune des parties une information claire, égale et compréhensible pour tous. L'implantation, du moins pour une période limitée, d'un service de traduction / interprétation est à cette fin recommandée.
- S'assurer que Statistique Canada continue de distinguer, pour l'archipel madelinot, les divisions de recensement établies avant la fusion des municipalités. Notre étude des communautés anglophones suggère que la lecture des seules moyennes de l'archipel camouflerait des réalités, somme toute, plus nuancées.

CONCLUSION

Sans prétendre avoir présenté un portrait exhaustif de la situation socio-économique de la communauté anglophone des Îles-de-la-Madeleine, notre travail nous a permis de mettre en évidence toute la diversité et la richesse de cette dernière. Nous avons rencontré une communauté qui, en dépit de son importance démographique relativement faible, présente l'hétérogénéité et la complexité propres à toute communauté dynamique. De surcroît, une fierté locale et un très fort sentiment d'appartenance se sont dégagés de nos entretiens, éléments essentiels au maintien de la vitalité d'une communauté.

Au terme de quatre mois de regroupements de données, d'entrevues et d'observations, il est permis d'affirmer que les communautés de Grosse-Île et de l'Île d'Entrée, bien qu'elles aient des conditions de vie somme toute comparables aux autres collectivités de l'archipel madelinot, sont sans conteste des communautés insulaires et maritimes qui présentent des traits particuliers : la communauté de l'Île d'Entrée fait face à une double contrainte insulaire au chapitre de l'isolement géographique (île non reliée à l'archipel principal) alors que la communauté de Grosse-Île se caractérise avant tout par une vocation maritime «spécialisée», c'est-à-dire une grande dépendance envers un secteur d'activité, la pêche, et envers une ressource principale, le homard. Ces différences, qui traduisent un rapport étroit de ces communautés à leur territoire physique, semblent accentuées par le contexte de minorités linguistiques.

Rarement dans le passé, la langue n'a semblé exercer une pression négative sur la vitalité collective. Peut-être ceci s'explique-t-il par le fait que Madelinots francophones et anglophones partageaient une même réalité : réalité insulaire et réalité de pêche côtière. Or, aujourd'hui, avec la diversification de l'économie au sein de la communauté linguistique majoritaire et dans le contexte municipal actuel où la gouvernance locale est vue comme s'opposant à la gouvernance régionale, la communauté anglophone cherche à définir sa place et questionne ses affinités comme ses différences avec ses concitoyens francophones. Peut-être que, maintenant plus que jamais, la barrière linguistique devient perceptible.

La communauté de Grosse-Île peut puiser dans son histoire des enseignements, notamment relatifs à la mobilisation communautaire et à la gestion de conflits (menaces de délocalisation, implantation de la mine de sel, fusion forcée). Aujourd'hui, nous l'avons noté à travers nos entretiens, les succès locaux, d'ordre économique et social, prennent appui sur des valeurs de

coopération, de durée, d'appartenance, d'intégration et d'adaptation, qui doivent, toujours et encore, être prises en considération dans les perspectives de développement futur. La communauté nous semble avoir besoin de temps et de soutien pour se resituer dans l'environnement nouveau (état des stocks halieutiques, diversification économique, etc.) et dans le contexte de changements dans l'organisation municipale, contexte nouveau et, encore aujourd'hui, inconfortable.

Dans le cas de l'Île d'Entrée, la situation d'isolement géographique et la décroissance de population ont obligé la collectivité à se faire représenter dans les structures municipales francophones. Son expérience lui a dicté de se constituer un comité local, bénévole, pour mieux analyser et exprimer ses besoins. Parmi ceux-ci, notre étude montre que la double réalité insulaire limite les déplacements et complique, voire réduit, l'accès aux services. Elle oblige à une plus grande collaboration avec le milieu francophone pour assurer le développement de leur milieu de vie, l'île étant devenue même un attrait touristique de l'archipel.

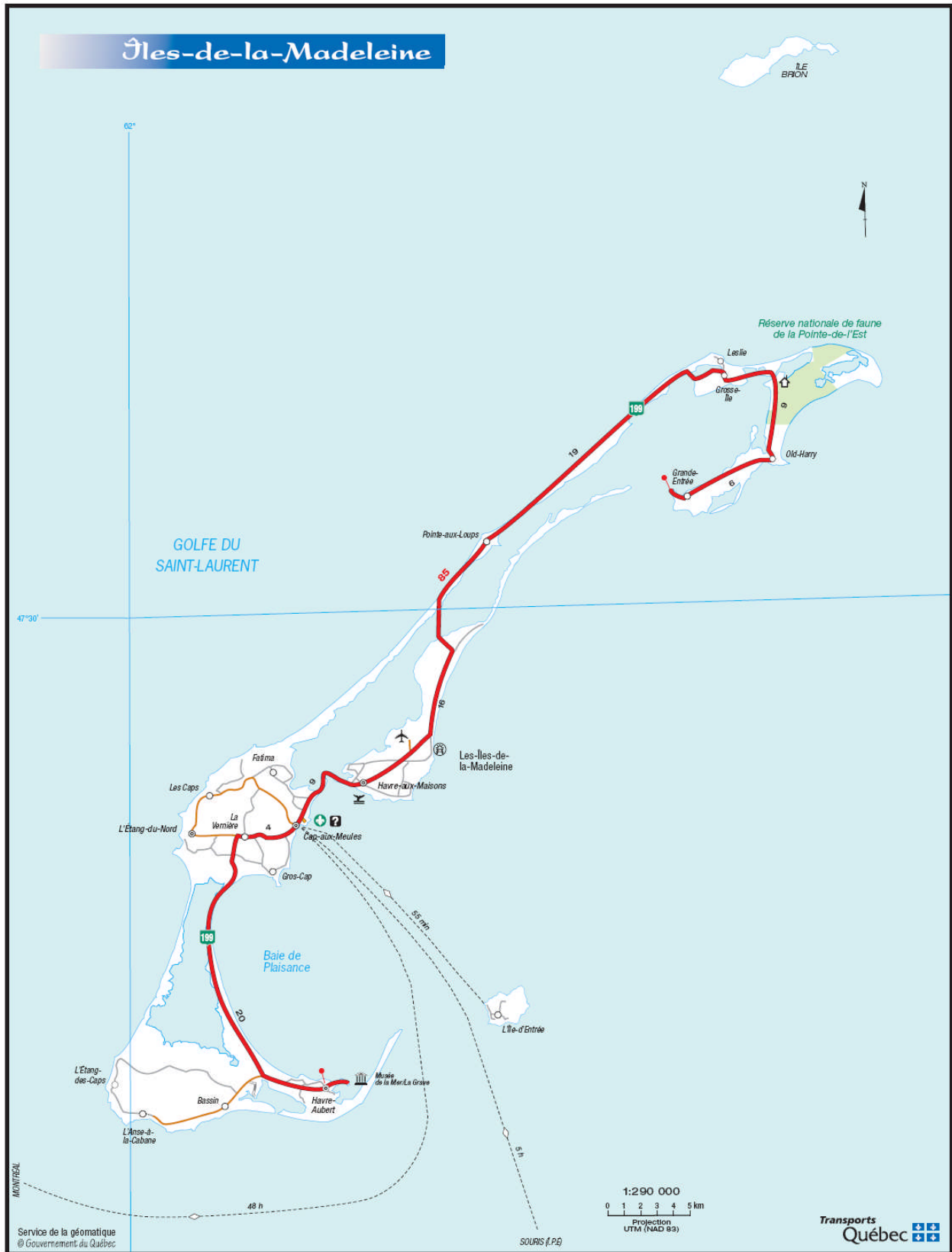
Dans ce rapport, les directions proposées et les besoins exprimés suggèrent, non pas un moyen ou une solution unique, mais une multitude de petits moyens tels une démarche de restructuration, une amélioration des éléments en place et une implication accrue de la population locale. La communauté anglophone a déjà en sa possession de nombreux atouts que ce soit au niveau de son industrie dynamique, de ses institutions et de son désir grandement manifeste de prendre en charge son développement futur. On se doit, par ailleurs, de peaufiner, voire d'installer des mécanismes de dialogue avec la communauté linguistique majoritaire. S'il est un terrain d'entente naturel, une réalité commune entre les deux communautés, c'est celui de la pêche au homard. Envisager ensemble les ajustements nécessaires aux pratiques de la pêche au homard et mettre en commun les préoccupations, les expériences, les intérêts et les ambitions de chacun peut être d'un apport majeur pour fixer les orientations d'avenir. L'avenir de l'archipel madelinot ne peut faire fi de cette activité première.

Mais, l'avenir se doit aussi d'être diversifié et chaque collectivité a son rôle à jouer. L'appropriation des outils de développement, la valorisation du tissu social et le renforcement des relations entre les communautés sont parmi les éléments favorables au soutien de la vitalité de la communauté anglophone des Îles-de-la-Madeleine. Il faut donc souhaiter que chacun puisse prendre part au développement de l'archipel, à sa façon et dans le respect et la valorisation des différences.

RÉFÉRENCES

- Arrimage. 2002. Politique culturelle des Îles-de-la-Madeleine. 21p.
- Béland Bibiane. 1987. Ethnographie de l'Île d'Entrée. Mémoire de maîtrise en anthropologie à l'université de Montréal. Août 1987. 109 p.
- CAMI. 2006. Historical Heritage of English Communities on the Magdalen Islands. 44 p.
- Clark Byron. 2000. Gleaning on the Magdalen. 112 p.
- CEDEC. 2000. Forum on Tourism; Report. 2 Décembre. 8 p.
- Comité national de développement des ressources humaines pour la communauté minoritaire anglophone. 2000; Community Economic Development Perspectives. 109p.
- Emploi Québec. 2004, Fiche territoriale MRC Les Îles-de-la-Madeleine, <http://emploi.quebec.net/francais/regions/gaspesiemadeleine/publications.htm>. 32 p.
- Gagnon Luc, CLD, DEC, SADC, Municipalité des Îles-de-la-Madeleine. 2006, Plan de développement stratégique orienté vers le tourisme Phase 1 (2006-2008). 81 p.
- Groupe Recherche Focus. 2003. Health Portrait Anglophone Community Magdalen Island. 67 p.
- Institut de la statistique du Québec. 2006. Bulletin Statistique régional, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. 27p.
- Larocque et Fortin. 2003. Histoire des Îles-de-la-Madeleine, Québec : Ed. de l'IQRC, PUL. 408 p.
- Ministère des Pêches et Océans (MPO). 2006. Socio-Economic Profile of Anglophone Communities, Maritime Sectors of Québec 2006. 43 p.
- Ministère du développement économique, d'innovation et d'exportation. 2006. Portrait socio-économique des régions du Québec. 111 p.
- Municipalité de Grosse-Île. 1999. Sommet socio-économique pour la communauté d'expression anglaise des Îles-de-la-Madeleine, Empowerment : Building Stronger Communities. 6 Décembre 1999, Grosse-Île. 10 p.
- Naud Chantal. 1993. Îles de la Madeleine 1793-1993. Deux siècles d'histoire. Étang-du-Nord : les Éditions Vignaud. 241p.
- Richards Stuart. 1982, « La communauté anglophone de Grosse-Île, aux Îles de la Madeleine. Plan d'aménagement et mines de sel », in Gary Caldwell et Eric Waddell, Les anglophones du Québec : de majoritaires à minoritaires. Identité et changement culturel, no.1; Institut québécois de recherche sur la culture : 197-211
- Sexton Louis, Lavoie Nancy. 2005. Rapport concernant l'agglomération des Îles-de-la-Madeleine et la reconstitution de la Municipalité de Grosse-Île. 15 p.
- Statistique Canada, recensements 1986, 1991, 1996, 2001.

ANNEXE A : Carte des Îles-de-la-Madeleine



Service de la géomatique
© Gouvernement du Québec

Transports Québec

ANNEXE B : Schéma d'entrevue

1. RETOUR ET DISCUSSION SUR LES DONNÉES RECUEILLIES

2. IDENTIFICATION DES SECTEURS ÉCONOMIQUES IMPORTANTS

Changements perçus, positifs et négatifs, dans l'économie de la communauté depuis 20 ans (agriculture, tourisme, métier, artisans, pêche...)

Projets, entreprises, activités, passées ou présentes, considérées comme étant une fierté, une réussite locale ; Raisons de leur réussite

Projets, entreprises, activités, passées ou présentes ayant mené à des échecs, conflits, déceptions ; Raisons de ces échecs

Secteurs de l'économie aujourd'hui considérés importants

Changements souhaités dans l'économie de la communauté (agriculture, tourisme, métier, artisans, pêche...)

3. IMPLICATION/CONTRIBUTION RELATIVE DES ANGLOPHONES DANS LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

Apport / influence des anglophones au développement et à l'économie régionale

Perception de l'implication des anglophones dans les entreprises de l'archipel

Perception de l'implication des anglophones dans les services publics / parapublics

Liens entre anglophones à l'intérieur/à l'extérieur de la communauté et entre les deux principales communautés anglophones et entre anglophones et francophones

Obstacles ou limites dans l'implication des anglophones au plan régional

Améliorations souhaitées

4. SECTEURS DE DÉVELOPPEMENT PRÉSENTANT UN POTENTIEL POUR L'AVENIR

Secteurs présentant un potentiel pour l'avenir

Conditions de leur développement/réalisation

5. BESOINS, RECOMMANDATIONS

Besoins actuels et préoccupations de la communauté (sociale, éducation, formations, langues, économiques, touristiques, organisationnelles, environnementales, énergétiques, démographiques, culturelles, etc.),

Connaissance /reconnaissance de la communauté anglophone

Rapprochement de la communauté francophone, ouverture de celle-ci

Recommandations autres

ANNEXE C : Compilation du sondage-éclair

1. Where do you live (locality) ? **Grosse-Île.: 11** **Île d'Entrée: 8**

According to you, what initiatives taken by the English speaking community (ESC), have had a positive impact on the rest of the islands? (Ex: Public audiences for the salt mine, Fishermen's coop, first greenhouse and beach grass plantation, drug awareness for children, etc.)

- **Coop (5)**
- **CAMI (historical work) (2)**
- **Veteran museum (1)**
- **Anti-drug movement (4)**
- **Maison du potier (1)**
- **Création T.L.C. (1)**
- **Protection of Brion Island (1)**
- **Future committee(1)**

2. How do you consider the following relationships?

	Excellent	Good	Fair	Poor	Absent
Between the two ESC (Grosse-Isle and Entry Island)	2 3 = 5	8 3 = 11	1 = 1		
Between ESC and French speaking community	3 = 3	7 5 = 7	2 = 2	2	
Between ESC and federal authorities	1 2 = 3	3 4 = 7	5 2 =7	2	
Between ESC and provincial authorities	2 = 2	3 4 = 7	5 2 =7	1	1
Between ESC and regional authorities (agglomeration)	1 = 1	2 3 = 5	2 4 =6	5	1
Between ESC and the municipality	2 2 = 4	4 4 = 8	3 2 =5	2	

3. What statement would best describe your vision of the ESC future on the islands?

Optimistic: 3-4

Slightly optimistic: 5-2

Slightly pessimistic: 2-1

Pessimistic: 1

4. How would you rate your feeling of membership towards your community

	Very strong	Strong	Average	Weak	Very weak
(Grosse-Isle or Entry Island)?	6 5 = 11	3 1 = 4	2 1 = 3		
Magdalen Islands	1 3 = 4	6 2 = 8	3 1 = 4		

5. How likely are you to get involved in your community in order to make it a better place to live?

Very Likely: 7-6 = 13

Likely: 2-2 = 4

Not sure: 1

Unlikely: 1

Do you know CEDEC? If yes, in what way could it assist or support the ESC?

No: 2

Yes: 5 3 = 8

Unanswered: 1- 3 = 4

- Support economic development
- Funding sources (2) 1
- Developing projects to maintain & expand vitality
- Assist preparing projects 3
- Facilitating community encounters.
- Increased possibility of moving back into community with new director.
- Nothing yet that has benefited our community (GI)
- Give information 2

ANNEXE D : Consentement éclairé et engagement de confidentialité

Dans le cadre du programme des Communautés minoritaires de langue officielles, Industrie Canada a mandaté le Centre de recherche sur les milieux insulaires et maritimes (CERMIM) pour effectuer un profil socio-économique des citoyens de langue anglaise des Îles-de-la-Madeleine. Cette étude a pour but de mettre en évidence les caractéristiques socio-économiques des anglophones de l'archipel afin de mieux connaître les besoins de cette communauté et d'assurer une meilleure adéquation entre ces besoins et les services offerts.

Les résultats pourront servir d'une part lors de consultations et rencontres d'Industrie Canada avec les communautés officielles en situation minoritaire au Québec. D'autre part, Industrie Canada pourra partager ces données avec les membres de la Table Gouvernementale afin de trouver des solutions avec d'autres ministères. En troisième lieu, les données de ce profil pourront servir les communautés elles-mêmes, en leur procurant un portrait de quelques réalités actuelles.

Dans un premier temps, des informations historiques, géopolitiques et démographiques ont été recueillies à partir de divers documents. Les grandes lignes de ce premier travail sont présentées ci-dessous et serviront à alimenter la discussion avec des membres de la communauté anglophone. Dans un deuxième temps, et afin de recueillir le point de vue des communautés sur leur propre développement socio-économique et sur les perspectives d'avenir, des rencontres sont prévues avec diverses personnes, issues de différents secteurs socio-économiques. Les notes recueillies au cours de ces entretiens seront traitées selon la méthode qualitative d'analyse thématique, c'est-à-dire qu'une synthèse sera effectuée pour chacun des thèmes abordés.

Soyez assuré(e)s que la confidentialité des propos sera respectée. Pour ce faire, aucun nom ou titre de personne ne sera dévoilé au cours de l'analyse ou lors de la rédaction du rapport. Les enregistrements des entretiens servira d'aide mémoire à l'agente de recherche et seront détruits par la suite.

Merci de votre collaboration, essentielle à cette étude.

Stéphanie Arseneau Bussièrès
Agente de recherche
Tel. 969-2100 poste 224

Date _____

ANNEXE E: Projets et activités traités lors du sommet socio-économique de Grosse-Île, 1999

Suite au Sommet socio-économique pour la communauté d'expression anglaise des Îles-de-la-Madeleine tenu en octobre 1999, CEDEC a organisé un forum sur le tourisme, le 2 décembre 2000. Les personnes intéressées à encourager le développement et à accroître la vitalité de la communauté anglophone des Îles-de-la-Madeleine étaient invitées à participer aux divers ateliers.

Au cours de ce forum ont été soulignés :

- Les efforts du Comité de développement du port de Old Harry, à encourager les pêcheurs à s'organiser, à mettre sur pied un plan de développement et à assembler les arguments en faveur de la réalisation de ce projet.
- Les efforts soutenus qui ont mené à l'établissement du musée des Vétérans, rendu possible grâce à la collaboration du Canadian Heritage (50 000\$ pour les installations) et du CAMI. Un plan stratégique à long terme incluait à l'époque des constructions futures et d'autres développements.
- Le Heritage Museum situé à l'Île d'Entrée qui est devenu réalité grâce aux efforts et à l'engagement de plusieurs bénévoles, au sein du CAMI et de CEDEC. Les portes ont été ouvertes le 17 juillet 2000 et le musée a accueilli 2 255 visiteurs au cours de ce premier été.
- La réserve écologique de l'Île Brion, qui attire chaque année résidents et visiteurs. L'accès à la réserve est réglementé par le gouvernement du Québec tandis que le CAMI développe un plan pour en maintenir l'accès.
- Le groupe d'artisans Friends of Old Harry comptait 15 membres initialement. Un point de vente et d'exposition a été aménagé près de la plage de Old Harry et a été ouvert au public pour la saison estivale de 2000. 3 200 visiteurs y sont passés. Les membres, bénévoles, se sont partagés les heures d'ouverture qui n'étaient toutefois pas optimales. On note également des lacunes au niveau de la promotion auprès des touristes. Le groupe est sur le point de former une coopérative, la deuxième en 10 ans sur le territoire de la municipalité.
- Les Portes de l'Est : Cette initiative est née du besoin d'un plan de développement à long terme pour le secteur de l'Est et d'un meilleur accès à l'information concernant les attractions de cette partie de l'archipel. Ce projet vise à :
 - À offrir une introduction pour ce secteur
 - À assurer un lien avec l'activité touristique
 - À diriger le développement de l'Est
 - À offrir un point focal pour la communauté anglophone

*Le comité en charge de l'organisation des Portes de l'Est avait pour but de mettre en place un agent de développement.